THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

ECONEWS

The Chambers' Newsletter Numéro 65 Février 2017

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Publication «CCIA-BML»

Zone d'ombre en plein soleil

Mohamed Choucair

Depuis l'élection de Michel Aoun, la majorité des Libanais, quels que soient leurs rites ou leurs régions, ont repris foi dans « la réforme et le changement ». Le nouveau locataire de Baabda a promis justice et transparence. Il a donné publiquement sa caution aux magistrats pour rendre la justice en toute indépendance. Il a nommé un gouvernement capable de ramener la croissance et le développement dans le pays. Il a pris l'économie à bras le corps et s'est rendu en Arabie Saoudite et au Qatar pour mettre un terme au ban qui mine l'économie nationale.

Le président de la République ne pouvait faire mieux ; c'est au gouvernement de prendre la suite et de mettre en place une action soutenue d'évènements et de rencontres économiques. On a prédit que la réactivation des relations diplomatiques allait ramener au Liban plus de touristes, de transferts et d'investissements. Cela est vrai mais il s'agit de bien plus encore. Le circuit économique du Liban a toujours été indexé à l'économie du Golfe. Son économie fonctionne mal quant elle est plus ou moins isolée de son cadre naturel. La normalisation du circuit ▶▶

05 Raëd Khoury: Une chance de relance

17 Réchauffement des relations entre le Liban et le Golfe

15 Le Liban dans la course à l'exploration

21 Lancement de l'accélérateur Agrytech

45 FAU know-how at the service of agro-food industry

09 Budget entre réalité difficile et perspective d'avenir

Les manitous du tourisme montent au créneau
25

29 It's all possible by Annalisa Fedelino

Fruit Logistica 2017
43

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs ; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d' ECONEWS.
The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

économique est en elle-même un facteur de développement des affaires.

Au plan politique, le fait que 70 États se soient réunis à Paris pour discuter de la paix dans la région est un indice non négligeable de la volonté internationale, et ravive l'espoir de mettre un jour un terme au drame palestinien qui touche déjà la troisième génération. En parallèle, le dialogue des belligérants et la volonté des nations engagées à instaurer un cessez-le-feu fait croire que le conflit syrien vit ses derniers soubresauts.

Le gouvernement et le Parlement libanais tentent de rattraper le temps perdu. La législation et les structures administratives seront bientôt à jour. En bonne logique, nous entrons dans une ère d'investissements sur le plan local et de reconstruction sur le plan régional que l'on n'a pas vu depuis des décennies. Il faudrait que ces anticipations favorables soient partagées par le secteur public pour que tout aille mieux dans le pays. Malheureusement ce n'est pas le cas, comme en témoigne la réalité sur le terrain: la crise insoluble des déchets se double à présent d'une menace pour la sécurité de l'aviation civile. Les solutions abracadabrantes, ou teintées de corruption, qui ont été proposées pour faire face à ce danger ont provoqué tantôt l'hilarité, tantôt la colère des citoyens. On parle d'adjudications qui sentent le souffre ou de tractations douteuses sur des sujets d'intérêt public.

Les médias s'en donnent à cœur joie et personne n'est là pour démentir, pour montrer qu'on enquête, pour prouver que nous vivons dans un État de droit. Pourtant, ce serait le premier devoir de l'autorité publique. La corruption est la tare la mieux partagée dans le monde. Mais elle n'a jamais été aussi bloquante qu'au Liban.

Le jour où un gouvernement prendra de vraies dispositions contre ce fléau - en faisant en sorte que la loi soit appliquée et en épurant l'administration de ses individus corrompus, un miracle se produira dans le pays. Tous les éléments sont réunis aujourd'hui pour déclencher les anticipations favorables, et les anticipations en économie sont auto-réalisatrices.

INDEX

P03. Actu du mois
P05. Raëd Khoury: Le consensus politique est une chance unique de relance économique
P09. Le budget entre réalité difficile et perspective d'avenir
P13. Un plan d'action pour la prospérité du Liban
P15. Gaz offshore : le Liban de nouveau dans la course à l'exploration
P17. Réchauffement des relations entre le Liban et le Golfe
P19. Qu'attendent les organisations économiques du nouveau gouvernement?
P21. Lancement de l'accélérateur Agrytech qui « vise à catalyser les innovations de la ferme jusqu'à la fourchette »
P23. Le ski est-il viable cette saison?
P25. Les manitous du tourisme montent au créneau
P27. Samy Gemayel s'attaque au budget libanais : une priorité pour relancer l'emploi et l'investissement
P29. It is all possible, by Annalisa Fedelino
P31. The Future of Mediterranean Tourism
P33. The Lebanese Bulgarian Business Council to consolidate cooperation between enterprises
P35. News from the CCIA of Tripoli and North Lebanon
P37. Food industries in the South: Quality enhanced by Food Industry Unit
P39. Zahle, an urgent need for an environmental highway
P41. EU Market Access Requirements for Agricultural Products
P43. FRUIT LOGISTICA: the right path to access global market
P45. FAU know-how at the service of agro-food industry
P47. Food trade gap improved in 2015
P53. Trade between Lebanon and Germany
P54. Lebanon in Figures
P55. Investing in Georgia
P55. Conferences
P57. Business Opportunities
P58. Exhibitions

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Actu du mois

Mohamed Choucair reçoit Raëd Khoury, le nouveau ministre de l'Économie et du Commerce

Une conférence en l'honneur du nouveau ministre de l'Économie et du Commerce a été organisée à la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban le 5 janvier dernier, en présence notamment des présidents des instances économiques. Dans son allocution, le président de la CCIA BML s'est dit rassuré du discours prometteur du Premier ministre Saad Hariri quant à l'adoption par le gouvernement de mesures économiques pour relever les défis de relance des différents secteurs, améliorer le climat des affaires et commencer le processus de réforme administrative. Mohamed Choucair a aussi salué l'adoption des décrets pétroliers et gaziers offshore, qualifiant cette étape d'importante pour l'économie nationale. Il a ajouté qu'étant issu du secteur privé, Raëd Khoury, connaissait bien les souffrances de ce secteur ces dernières années et saura y remédier. De son côté, le ministre de l'Économie et du Commerce a assuré que le gouvernement s'est engagé à répondre à un ensemble de priorités pour redresser l'économie du pays.

Le Conseil de l'Union européenne adopte une série de conclusions sur le Liban

Selon un communiqué de presse publié par l'Union européenne, les 28 ministres des Affaires étrangères de l'UE, réunis le 16 janvier 2017 à Bruxelles, ont adopté les conclusions suivantes sur le Liban : « Le Conseil de l'Union européenne réaffirme le soutien de l'UE au processus démocratique au Liban et salue l'élection récente du président Michel Aoun ainsi que la formation d'un nouveau gouvernement dirigé par le Premier ministre Saad Hariri. Il invite ce pays à organiser des élections législatives dans les meilleurs délais, en 2017, et à s'assurer qu'elles se déroulent sans heurts et dans la transparence ». Le Conseil a également réaffirmé combien il importe que le Liban s'en tienne à une politique de dissociation à l'égard de tous les conflits régionaux et a salué les «efforts extraordinaires consentis par ce pays pour accueillir plus de 1,1 million de réfugiés syriens».

Appel d'offre pour la production d'électricité à partir de l'énergie solaire avant fin 2017

Le ministre de l'Énergie, César Abi Khalil, a annoncé le lancement prochain d'un appel d'offre pour la production d'électricité à partir de l'énergie solaire, et invité les entreprises intéressées à manifester leur intérêt avant le 28 février 2017. Les contrats devraient être attribués avant la fin de l'année. L'appel d'offre portera d'une part sur l'installation d'un parc photovoltaïque d'une capacité totale de 120 MW sur l'ensemble du territoire, avec 30 à 45 MW dans chaque mohazafat, et d'autre part sur la fourniture d'électricité à l'Électricité du Liban (EDL) sur une période de 20 ans. Le montant des investissements pour les entreprises est estimé entre 80 et 120 millions de dollars, avec un prix de vente à l'EDL ne dépassant pas 0,10 dollars le kilowattheure. Dans un pays qui compte près de 300 jours d'ensoleillement annuels, la capacité solaire ne représente actuellement que 22 MW, dont 20 MW de production décentralisée (installation de panneaux solaires par des particuliers ou des entreprises), et seulement 2 MW de champs solaires opérés par le secteur public.

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Actu du mois

Le Liban rejoint les pays de la région dans la course à l'exploration des ressources gazières et pétrolières offshore

Le conseil des ministres a adopté début janvier 2017 les deux décrets nécessaires à l'attribution des licences pour l'exploration du gaz et du pétrole offshore du pays ainsi que les modalités du contrat devant lier l'État aux futurs concessionnaires. Les deux décrets adoptés ne sont pas récents : ils ont été rédigés par l'Autorité de l'énergie (LPA) et déposés en mars 2013 par le ministère de l'Énergie de l'époque à la présidence du conseil des ministres.Un mois plus tard, 46 compagnies – dont 12 grands groupes internationaux comme Exxon mobile et Chevron Corp – avaient d'ailleurs été sélectionnées par la LPA pour participer à l'appel d'offres sur l'attribution de ces licences d'exploration.Mais l'ajournement à plusieurs reprises de l'adoption de ces deux décrets, faute d'un consensus entres les partis politiques libanais, avait paralysé le processus.

Baisse des dépenses détaxées en 2016 selon Global Blue

Les dépenses détaxées effectuées par les touristes au Liban ont reculé de 9% en 2016, selon le rapport publié par Global Blue, la société chargée de restituer la TVA aux acheteurs étrangers.Les visiteurs émiratis (14%) et saoudiens (13%) ont réalisé la plus grande part de ces dépenses, absorbant près du tiers des achats en 2016. Les dépenses des touristes irakiens (-18%), saoudiens (-17%), égyptiens (-16%), et qataris (-15%) ont enregistré les plus fortes baisses de l'année, alors que celles des touristes syriens (+2%) ont été les seules à augmenter. En volume, 73% des achats concernent le secteur de l'habillement, et 13% celui des montres et des bijoux. La plupart des régions ont enregistré une baisse des dépenses, à l'exception du Metn (+ 7%). Les plus fortes baisses ont été recensées dans les régions de Jbeil (- 40%) et du Kesrouan (- 36%). À Beyrouth, qui concentre 80% des dépenses dans le pays, la baisse de ces dernières était légèrement supérieure (- 10%) à la moyenne nationale.

Place à la photo avec Photomed Liban du 18 janvier jusqu'au 8 février

Pour la quatrième année consécutive, Photomed s'exporte à Beyrouth et propose une édition qui s'articule autour de trois thèmes : le cinéma, la ville de Beyrouth et la poésie des ruines. Le festival est aussi l'occasion de rendre un hommage au grand photographe français récemment disparu, Marc Riboud. Co-organisé par l'Office du tourisme du Liban à Paris, Photomed présente, cette année, les œuvres de photographes internationaux et libanais tels que Sergio Strizzi, Marc Riboud, Giulio Rimondi, Richard Dumas, Alain Fleischer, Ferran Freixa, Nick Hannes, Nicole Herzog-Verrey, Wassim Ghozlani, Christine Alaoui, George Awde, Lara Tabet, Bilal Tarabey, et la réalisatrice Danielle Arbid dont les photos ont été capturées en marge des tournages de ses films. Cet événement culturel phare se tiendra du 18 janvier au 8 février 2017.

PUBLICITÉ **Information Tarifs**

Surface Pub	Dimension	Prix
Page pleine	21cm L x 30cm H	$ 1,000
Demi-page	21cm L x 14.5cm H	$ 600
Quart de page	9cm L x 14.5cm H	$ 400
Manchette bas de page	19cm L x 6cm H	$ 250

Diffusion: 22 000 destinataires: chambres de commerce des pays méditerranéens, ambassades du Liban, ministères, parlementaires, ambassades étrangères, sociétés commerciales, industrielles, de services, syndicats, organisations et commissions économiques, banques.

Website: www.ccib.org.lb **Email:** econews@ccib.org.lb

Call: 1314.ext.14 | +961.1.353390.ext.14 | +961.1.353190.ext.111/ 266

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Raëd Khoury: Le consensus politique est une chance unique de relance économique

Marilyne Jallad

Le banquier Raëd Khoury est l'un des nouveaux visages du gouvernement. Ministre de l'Économie et du Commerce, il estime que l'entente politique actuelle permettra au cabinet d'adopter un plan de relance économique qui pourrait déboucher sur l'application de plus de 50 mesures, dont certaines étaient suspendues en raison des divisions. « Voter la Loi sur les PPP, régler la question des déchets, mettre en place des transports publics (des bus dans un premier temps), libéraliser les secteurs de l'électricité et des télécoms, élargir les destinations aériennes de la MEA pour répondre aux attentes de la diaspora libanaise », figurent parmi les actions proposées par Raëd Khoury. « Ces chocs positifs seront sur le court terme des quick wins (victoires rapides) qui ramèneront la croissance et la confiance durable des citoyens», explique le ministre. « Quel Liban voulons-nous d'ici 10 ans?Un modèle économique calqué sur Singapour, l'Allemagne ou la Suisse? Quels secteurs souhaitons-nous développer à part le secteur bancaire » ? s'interroge le responsable qui appelle à poser « les questions cruciales de vision pour inscrire l'action politique sur le long terme ».

Vous arrivez au gouvernement à un moment où l'économie libanaise connaît une de ses plus sévères crises avec des taux de croissance ne dépassant pas 2% depuis 2011. Quel est votre plan d'action pour relancer la croissance, la confiance des citoyens et des investisseurs ?

J'ai effectivement pris en charge ce portefeuille ministériel à un moment où l'économie libanaise connaît de faibles taux de croissance et souffre des répercussions d'une impasse politique qui sévit depuis plus de deux ans et demi. J'arrive aussi au moment où un nouveau président élu apporte avec lui un regain de confiance avec la formation d'un nouveau gouvernement. Deux points essentiels qui sont en mesure de stimuler la confiance des investisseurs et des consommateurs dans notre économie et son avenir, et d'améliorer notre croissance globale.

Notre plan d'action au ministère est de bâtir et de poursuivre ce qui a déjà été fait et principalement en ce qui concerne la mise en œuvre de procédures nécessaires pour protéger le consommateur, attirer l'investissement direct étranger et stimuler les exportations, consolider le partenariat avec le secteur privé, renforcer le développement des PME dans divers secteurs, souligner l'importance économique du secteur pétrolier et gazier et atténuer l'impact socio-économique des retombées de la crise syrienne.

En effet, nous pensons qu'un consommateur bien informé et bien protégé a suffisamment d'esprit critique pour développer des marchés solides, équilibrés et stables. C'est pourquoi, nous continuerons à renforcer le rôle très important joué par la Direction de la protection du consommateur au ministère en matière de surveillance de la qualité, de la sécurité et de la validité des produits locaux et importés pour le bien-être de nos concitoyens.

Au niveau des IDE et des exportations, nous souhaitons améliorer le climat des affaires afin d'encourager les investissements et

Raëd Khoury, ministre de l'Économie et du Commerce.

le commerce, faciliter l'accès au marché et augmenter les entrées de capitaux. Cela se fera en nous appuyant sur les relations existantes, en en établissant de nouvelles, en nous ouvrant à de nouveaux marchés non-traditionnels, et en ciblant la diaspora.

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Nous atteindrons cet objectif en coopération étroite avec le secteur privé et en particulier avec les chambres de commerce et les institutions économiques privées qui, nous le croyons fortement, sont aptes à jouer un rôle crucial en proposant des opportunités économiques plus diversifiées. Les chambres et les conseils d'affaires se sont révélés être un vecteur vital pour bâtir une économie dynamique et compétitive à l'échelle mondiale.

Quant au développement des PME, nous prendrons les mesures nécessaires pour suivre la mise en place de la stratégie nationale pour les petites et moyennes entreprises lancée en décembre 2014. Des programmes et des partenariats sont en cours de développement en ce sens pour stimuler l'économie, créer des emplois supplémentaires, et mettre l'accent sur le développement de chaînes de valeur diversifiées et de secteurs innovants.

L'émergence du secteur du pétrole et du gaz constitue un nouveau pilier pour le pays et ouvre la page d'une nouvelle ère de prospérité. Le Liban souffre depuis longtemps de déficits publics faisant de ce secteur une excellente opportunité pour paver la voie à un avenir économique florissant. Nous souhaitons faire avancer ce dossier et nous veillerons à ce qu'une planification appropriée soit mise en œuvre pour sa gestion.

Enfin, la crise syrienne ayant des répercussions énormes sur notre économie, notre objectif est d'atténuer au maximum l'impact de la présence des Syriens déplacés au Liban en préservant le bien-être de notre économie nationale et de notre société. Le gouvernement doit revoir sa copie quant à la gestion de cette crise et le ministère de l'Économie est disposé à lui prêter main forte sur cette question cruciale pour sauvegarder l'économie nationale et atténuer ses répercussions sur les communautés d'accueil et sur notre tissu social.

Après deux ans et demi de vide, les Libanais attendent beaucoup du président Aoun et du gouvernement. Les défis sont grands mais la durée de vie du cabinet est de six mois. Quelles mesures comptez-vous mettre en place en priorité en si peu de temps ?

Même si nous disposons de peu de temps pour nous attaquer aux questions problématiques, comme l'a souligné le Premier ministre. Dans sa déclaration ministérielle, Saad Hariri a dressé les priorités : mettre en place une nouvelle loi électorale et s'atteler à résoudre les principaux problèmes dont souffrent les Libanais, à savoir la crise des déchets, de l'eau et de l'électricité. Dans son discours d'investiture le chef de l'État prévoit quant à lui l'établissement d'un partenariat national efficace dans les différents segments de l'État et les autorités constitutionnelles, le lancement d'une renaissance économique qui mettra fin à la pente descendante, et qui assurera l'intégrité du pouvoir judiciaire et de la justice en ouvrant la voie à l'établissement de l'État « de citoyenneté », et je suis convaincu que le gouvernement fera ce qu'il faut pour atteindre ces objectifs. Je souhaite me référer aux décisions positives prises au cours de la première réunion ministérielle et mettre l'accent sur l'importante visite présidentielle en Arabie saoudite et au Qatar et sur ses répercussions positives sur la relance de la confiance dans l'économie libanaise et sur la revitalisation des relations entre le Liban et les pays du GCC. Des pays qui ont toujours soutenu le Liban et en toutes circonstances.

D'autre part, il est nécessaire d'approuver un budget pour améliorer les conditions financières actuelles avec une dette publique qui a dépassé les 74,5 milliards de dollars et des dépenses non rationnelles qui ne sont pas dirigées vers des secteurs dans lesquels le Liban a des avantages compétitifs et qui lui permettraient d'équilibrer et d'avoir une croissance durable. Le ministère mettra donc en place le plan d'action mentionné tout en se tenant prêt à relever les priorités ciblées par le gouvernement.

Selon l'Organisation internationale du Travail, le taux d'activité au Liban est faible (46%) alors qu'il atteint 48% en Tunisie, 49% en Turquie, 60% en France et 65% en Allemagne. Le chômage est estimé par le ministère sortant du Travail à 25% dont 40% chez les jeunes. Quelles sont les actions de nature à relancer l'emploi et réduire la fuite des cerveaux?

Les taux élevés de chômage que vous citez sont principalement dus à l'impasse politique prolongée, à l'afflux massif de réfugiés syriens (plus de 1,5 million) et à leurs emplois informels qui ont augmenté la concurrence entre Libanais et Syriens sur les possibilités d'emploi déjà rares.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Le secteur des PME constitue un secteur vital qui contribue substantiellement à l'économie et joue un rôle central dans l'amélioration du dynamisme économique, de la création d'emplois et d'innovation. Notons que les PME représentent plus de 95% des entreprises au Liban et emploient environ 50% de la main-d'œuvre.

La principale mesure qui stimulerait l'emploi et réduirait la fuite des cerveaux est de favoriser la création de PME dynamiques et compétitives à l'échelle mondiale qui augmenteraient les possibilités d'emploi et donnerait une forte valeur ajoutée à notre économie. Cela pourrait se faire à travers le projet « Liban Stratégie PME - Une feuille de route à l'horizon 2020 » que le ministère de l'Économie et du Commerce avait lancé afin d'améliorer les opportunités et le financement des PME.

Il s'agit aussi de réduire l'énorme fossé existant entre les compétences apprises et acquises grâce aux curricula dans les écoles, les universités et les centres de formation professionnelle et les besoins du marché du travail. Cela nécessite une vision prospective basée sur des études sectorielles pour aider à synchroniser les besoins futurs du marché et la demande de main-d'œuvre et à l'aligner sur le développement des programmes universitaires et professionnels.

L'organisation et la réglementation des professions au Liban est aussi un must pour alimenter le marché avec une main-d'œuvre qualifiée reconnue et accréditée. Des actions visant à stimuler la croissance économique permettront à leur tour de créer des emplois: Pas de croissance, pas de création d'emplois.

Votre prédécesseur, Alain Hakim, a notamment œuvré en faveur de la redynamisation de la consommation et la protection du consommateur. Poursuivrez-vous ce chantier sachant que le pouvoir d'achat n'est lui aussi pas dans ses meilleurs jours ?

La protection des consommateurs relève du mandat du ministère et nous continuerons à travailler selon la vision mise en place par la Direction de la protection du consommateur, principalement en ce qui concerne la sécurité alimentaire, la lutte contre les annonces trompeuses, les prix élevés et le monopole, et surtout en sensibilisant les consommateurs quant à leurs droits et devoirs. Cependant, ces objectifs nécessitent la coopération de toutes les parties concernées pour accroître durablement l'efficacité des services délivrés pour la protection des consommateurs.

Vous venez du monde bancaire et financier. Le secteur privé pourra-t-il compter sur vous pour soutenir les partenariats public-privé ?

L'objectif principal des PPP est d'être capable d'utiliser l'expérience et la capacité du financement privé pour la plate-forme publique, dans laquelle les investissements sont privés et sont gérés par le secteur privé mais dans un cadre juridique décrit dans la Loi sur les partenariats public-privé.

Aussi des réformes devraient être mises en place pour libéraliser les secteurs de l'électricité et des télécoms afin de garantir un climat d'investissement qui permettrait le développement d'une infrastructure économique adaptée à l'exécution d'activités existantes et d'autres attendues comme l'extraction du pétrole.

La meilleure solution pour contrer la détérioration des infrastructures est de ratifier la loi sur les PPP pour encourager la coopération entre les deux secteurs et améliorer l'investissement et l'efficacité.

Parallèlement au rôle crucial que le secteur privé peut jouer dans le développement économique, le gouvernement joue lui aussi un rôle important en renforçant la confiance dans l'économie, en améliorant l'état d'esprit des consommateurs et des investisseurs ainsi que le climat des affaires.

Le cabinet peut aussi mettre à jour et activer le cadre législatif. Plusieurs secteurs économiques s'appuient en effet sur la ratification par le Parlement de plusieurs projets pour améliorer l'environnement des affaires. Outre la loi sur les PPP, on peut mentionner le Code de Commerce, la Loi sur la faillite, le droit de la concurrence, la loi sur les prêts garantis, mais aussi un ensemble de lois portant sur la propriété intellectuelle.

L'essentiel serait d'avoir un environnement politique stable qui permettrait le bon fonctionnement des opérations gouvernementales. Enfin, il faut être prudent car malgré un regain de confiance des citoyens, ils ne nous pardonneront pas. Alors agissons !

LEBANON EXPORT DIRECTORY

Your link between lebanese exporters and worldwide buyers

www.lebanonexportdirectory.com

Kindly update your visual communication materials
(company logo, branding, advertising pages in PDF format, interactive movie link)
Capacity shall not exceed 5MB

CCIA-BML T +961 1 353 190 Ext. 315 Fax. 286 call center 1314 LebanonExportDirectory@ccib.org.lb

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

Le budget entre réalité difficile et perspective d'avenir

Marilyne Jallad

Après onze ans de gel et de gaspillage anticonstitutionnel des deniers publics, le vote d'un budget est à nouveau à l'ordre du jour. Avocat fiscaliste de référence, président de l'Association libanaise pour les droits et l'information des contribuables (AL-DIC) et auteur de deux ouvrages de sensibilisation sur les droits et devoirs des citoyens en matière fiscale, Karim Daher explique pourquoi l'adoption d'une feuille de route budgétaire ne peut plus attendre.

Karim Daher, avocat fiscaliste.

Constat alarmant au niveau constitutionnel et économique

« Cela fait onze ans que l'État fonctionne sans budget, en violation de la Constitution libanaise, plus précisément des articles 83, 86 et 87. Chaque année, lors de la session plénière ordinaire début octobre, le Parlement est censé étudier puis adopter la loi de finance pour l'année qui suit, telle que proposée par le gouvernement mais après avoir préalablement entériné la loi de règlement* qui établit un solde définitif des comptes écoulés sur l'année qui précède, sur la base des comptes de mission et des comptes définitifs. À défaut de quoi le budget (loi de finance) est validé lors d'une session extraordinaire qui s'étend jusqu'à la fin du mois de janvier de l'année qui suit. Si tous les délais sont dépassés, le budget peut être promulgué par décret » constate l'avocat fiscaliste.

« La première mission de la loi de finance est d'autoriser la perception des recettes (impôts) ainsi que la dotation des dépenses. La seconde est une mission de prévision qui fixe la politique budgétaire et économique du gouvernement afin d'agir directement sur la conjoncture économique, sociale et politique du pays. En dehors de cette autorisation, toute collecte d'impôts et de dépenses est considérée comme illégale et anticonstitutionnelle » explique-t-il.

Comment en est-on arrivé là?

« L'État s'est retrouvé dans l'incapacité de pouvoir adopter une loi de règlement car il n'y avait pas de comptes de mission homologués par la cour des comptes. C'est sur ce point que bute actuellement l'adoption du budget, celle-ci requérant le vote préalable de la loi de règlement. Pour autant, cela n'a pas empêché l'État libanais de dépenser près de 100 milliards de dollars sur la base du douzième prévisionnel, et le reste par avances de trésorerie ou dotations exceptionnelles, ce qui le place depuis 2005 en infraction de la Constitution». Ce constat alarmant Karim Daher l'impute aussi au changement du modèle économique libanais, lequel s'est fortement axé depuis les années 1990 sur les flux de capitaux étrangers et l'endettement auprès des banques. Cette approche l'a mené à devenir dépendant des facteurs circonstanciels externes. « Cela a débouché sur le fait qu'aujourd'hui, l'indicateur de la Balance des paiements* occupe une place centrale pour deux raisons : en premier lieu car son excédent sert à compenser le déficit constant de la Balance commerciale qui est de l'ordre de 15 milliards de dollars sur l'année écoulée, et d'autre part, parce qu'il est un indicateur de la santé économique et de confiance des investisseurs. Enfin, car il permet de compenser la réserve de ▶▶

**La loi de règlement : À la fin de chaque exercice budgétaire, la loi de règlement arrête le montant définitif des dépenses et des recettes de l'État, ratifie les opérations règlementaires ayant affecté l'exécution du budget, fixe le résultat budgétaire et décrit les opérations de trésorerie.*

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

la Banque centrale (BDL) en devises étrangères et donc de soutenir la livre libanaise ». Il ajoute: « Ces cinq dernières années, la Balance des paiements est déficitaire dépassant les 9 milliards de dollars en chiffres cumulés ce qui a entrainé l'intervention de la BDL avec sa dernière ingénierie. Cette mesure est de l'ordre du soutien financier et ne représente pas un investissement qui boosterait la confiance». D'autres chiffres l'inquiètent. « La dette publique a atteint 75 milliards de dollars c'est-à-dire 139% du PIB. Un autre indicateur est celui du déficit annuel qui se creuse (service de la dette) pour atteindre aujourd'hui 11% du PIB alors que les autres États se battent pour ne pas dépasser les 3%. Le Liban est passé d'une inflation* moyenne de 2,9% ces cinq dernières années à une déflation* de 0,8% en 2016.

La croissance économique stagne en dessous des 1%. Quant au taux de chômage, il varie entre 25% et 35%. Même la Banque mondiale dans son dernier rapport estime que 3000 emplois sont pourvus pour plus de 20.000 demandeurs d'emploi (universitaires). En réalité, les chiffres sont bien plus élevés. Le tiers de la population vit en dessous du seuil de pauvreté libanais avec quatre dollars par jour ».

Seuls trois moyens permettent de financer l'État

« Le Liban est dans l'embarras car toute mesure adoptée par l'État entraînera des taxes, de la sueur et du sang » soutient l'homme de loi en reprenant Churchill. Seuls trois moyens permettraient de financer l'État :

1- Imprimer de la monnaie. Ce qui aurait pour conséquence la chute de la livre libanaise, une inflation, un chômage accru et une crise sociale.

2- S'endetter davantage. Si cette option est choisie, la dette publique et le déficit se creuseront et donneront une mauvaise image du Liban en risquant de fragiliser son secteur bancaire. D'ailleurs, le FMI vient de demander le gel de l'augmentation de la dette publique et appelle le Liban à des réformes structurelles.

3- Appliquer de nouveaux impôts. Or cette mesure est vivement dénoncée aussi bien par les organisations économiques que par les experts qui considèrent que taxer la population en cette période de décroissance ne peut que détériorer le climat économique et social.

Les motifs d'espoir

« Les institutions ont redémarré après deux ans et demi de gel, le Parlement a voté une série de lois en suspens qui régularisent certaines situations urgentes. Le budget est à nouveau à l'ordre du jour et il existe un semblant de consensus chez nos dirigeants » énumère plutôt confiant Karim Daher. Il appelle toutes les parties à faire des efforts mutuels. « L'État devra faire des efforts pour plus d'austérité allant dans le sens de la compression des dépenses publiques inutiles, pour restructurer le service public en déchargeant l'administration de fonctionnaires incompétents. Quant au secteur privé, il lui sera demandé de soutenir l'effort de l'État et d'accepter certaines impositions dont la portée n'est pas de nature à affecter la croissance économique de manière irréversible. Enfin le contribuable devra lui aussi accepter de payer des impôts dans l'attente de jours meilleurs à condition de lui montrer cette plateforme de terre ferme dans un horizon d'océan ». Tous enfin devront aider à lutter contre la corruption qui gangrène la fonction publique car il n'y aurait certainement pas de corrompus s'il n'y avait pas d'infracteurs et de corrupteurs. «Il va falloir commencer par passer en revue l'ensemble des propositions de lois visant à introduire de nouveaux impôts en analysant leur impact potentiel, leurs avantages et inconvénients, le tout dans le cadre d'un dialogue social guidé par le seul intérêt de la nation et des générations futures » préconise-t-il.

Perspectives d'avenir et réformes structurelles

« Pour ouvrir la voie à plus de justice et d'équité, il est indispensable de lutter contre les inégalités résultant de la fraude et de l'évasion fiscale et plus particulièrement de l'économie souterraine qui prive le Liban de deux milliards de

La balance des paiements est un document statistique élaboré sous forme comptable, élément de la comptabilité nationale recensant les flux de biens, de services, de revenus, de transferts de capitaux, et les flux financiers que les résidents d'un pays dans leur ensemble (particuliers, entreprises ou État) ont réalisé avec ceux du reste du monde.

Déflation : En économie, la déflation est un phénomène de baisse générale des prix constatée sur une période suffisamment longue. Elle est la conséquence d'une demande globale qui ne suffit pas à absorber la quantité de biens et services produits par l'économie. Les périodes de déflation sont peu fréquentes contrairement à l'inflation qui est le phénomène opposé. On ne doit pas confondre la déflation avec la désinflation qui est la baisse du taux de l'inflation.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

dollars annuels. Il faut d'une part lutter contre le clientélisme et l'influence des puissants et d'autre part appliquer une réforme structurelle de base, à savoir l'introduction d'un impôt général sur tous les revenus afin qu'il n'y ait plus aucune activité qui reste exempte d'imposition. Ce qui n'est pas le cas jusqu'à présent avec le système actuel d'impôts sur les cédules*. Toutefois cette mesure ne pourra s'appliquer avec efficacité que si elle s'accompagne de mesures complémentaires à savoir :

1- La généralisation d'un numéro d'identification fiscale (TIN : Tax Identification Number) pour l'ensemble des citoyens et résidents libanais qu'ils devront déclarer lors de toute transaction.

2- Le remplacement du système obsolète des abattements fiscaux par une imposition par foyer fiscal (époux + enfants à charge) et par un quotient familial plus juste et plus équitable qui atténuera la progressivité de l'impôt selon la situation et les moyens familiaux de chacun.

3- La révision de la loi sur le secret bancaire qui aujourd'hui, avec l'échange automatique d'informations (GATCA), ne peut plus servir de motif pour justifier le flux de capitaux de l'étranger.

Un autre moyen de favoriser la justice sociale est de diminuer l'écart entre les impôts indirects et directs, lesquels sont estimés à une proportion de 70%/30%. Sans oublier la réforme des systèmes éducatif et de santé ».

Justice sociale : quels avantages ?

« Lorsqu'ils ont confiance dans l'État, les citoyens ont tendance à consommer et à investir davantage dans l'économie de leur pays. Les Libanais au patrimoine inférieur à 100 000 dollars mais aussi la majorité des personnes vivant sous, ou au niveau, du seuil de pauvreté pourront ainsi être de véritables moteurs de croissance ».

Il s'agirait aussi de passer d'une économie d'épargne non productive et principalement de services à une économie productive qui profiterait du capital libanais et de son esprit d'initiative et d'innovation. Il faut donc modifier la règlementation en place et introduire des mesures de faveurs et d'exemptions fiscales à toutes les activités pionnières comme l'éco-tourisme, la technologie de pointe, l'économie du savoir, la robotique, l'industrie, les énergies renouvelables, le recyclage, les bâtiments écolos ou encore l'agriculture bio.

Il serait par ailleurs nécessaire de réviser certains impôts désormais obsolètes et non adaptés au changement et à la mondialisation, en régularisant par exemple la situation des capitaux étrangers détenus par des résidents (Impôt sur le revenu de capitaux mobiliers) et en réformant l'impôt sur les successions et donations pour permettre un transfert préalable par étape à la nouvelle génération, exempté de taxes afin de stimuler son esprit d'initiative et ses idées d'investissements. Elle permettrait aussi et surtout de mettre un terme à la pratique hypocrite actuelle des ventes déguisées qui pénalisent le Trésor. Enfin, il faudrait modifier ou réformer l'impôt sur l'immobilier pour lutter contre les non-impositions de certains intermédiaires et accorder des exemptions pour juste motif (résidence principale ou secondaire) d'une part mais aussi pour annuler l'impôt direct non justifié sur la valeur locative, lequel est à la charge d'un propriétaire résident, en le remplaçant par une taxe foncière dont les revenus iront aux pouvoirs locaux (municipalités et collectivités locales) pour une utilisation au profit du résident.

Cédules : Catégorie administrative de revenus imposables à l'impôt sur le revenu.

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

1577
libanpost.com

RENEW YOUR MEMBERSHIP TO THE

CHAMBER OF COMMERCE INDUSTRY & AGRICULTURE

[BEIRUT & MOUNT LEBANON]

AT LIBANPOST

LIBANPOST

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Un plan d'action pour la prospérité du Liban*

Dans votre ouvrage «L'économie politique du Liban 1948-2002», les limites du libéralisme économique dont vous reprenez les grandes lignes dans *Le Liban de demain*, vous exposez les raisons profondes de la faible productivité dont souffre le Liban depuis l'indépendance. Pour y remédier, vous préconisez de « changer radicalement d'orientations politiques ».

La faible productivité économique est un phénomène structurel au Liban. Notre système de laisser-faire en est la cause principale. En effet, il n'existe aucun pays développé, riche ou industriel qui ne soit le résultat d'une politique interventionniste de l'État, à des degrés différents. Ça a été le cas en Europe et même aux États-Unis. Le résultat au Liban fut, par exemple, un taux de croissance moyen malgré des disponibilités financières extraordinaires, et une main d'œuvre largement non qualifiée : en 1970, plus de 80% des travailleurs avaient tout au plus un certificat d'études primaires. Le Liban a raté une grande opportunité de s'industrialiser.

Il est triste de vous lire affirmer : « L'économie libanaise n'a jamais été capable de réaliser ces objectifs, même pendant l'âge d'or, avant la guerre de 1975, à l'époque où le pays n'avait aucune dette à rembourser, où le budget du gouvernement était équilibré et où la balance des paiements affichait quasi constamment un surplus ». Comment l'expliquez-vous ?

> « LA FAIBLE PRODUCTIVITÉ ÉCONOMIQUE EST UN PHÉNOMÈNE STRUCTUREL AU LIBAN. »

Parce que la force financière, comme un budget en surplus et une balance de paiements excédentaire, n'implique pas nécessairement la force économique d'une forte croissance soutenue dans le PIB et la création de nouveaux emplois suffisants pour absorber les nouveaux participants à la force de travail. Les deux logiques sont différentes. La première, celle de la force financière, est relativement facile à obtenir.

Comment évaluez-vous aujourd'hui la performance de l'économie libanaise et dans un passé proche?

Mauvaise. On a repris le même modèle d'avant 1975 qui avait échoué, mais la situation est pire à présent. D'abord, la situation politique et sécuritaire est instable depuis 1990. À cela s'ajoute depuis 2011, une instabilité régionale et une guerre en Syrie, notre voisin le plus proche. Mais il faut aussi ajouter que nous n'avons pas bénéficié d'une bonne gestion économique, pratiquement dans tous les domaines. Le résultat ne peut être que mauvais.

▶▶

**Le Liban de demain*, R. Nasnas et al., chapitre 1. Le questionnaire a été adressé au Dr Toufic Gaspard, économiste, l'un des co-auteurs de l'ouvrage (Dar Annahar 2016).

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

La dette publique était quasiment nulle en 1975 et le déficit était minime au cours des trente dernières années. Selon les statistiques, la dette du secteur public a augmenté de 3 milliards de dollars en 1992 à plus de 75 milliards de dollars à la fin de 2016. Ce constat est-il en partie justifié par la reconstruction d'après-guerre?

D'après les chiffres officiels du ministère des Finances, les dépenses gouvernementales durant 1993-2015 étaient aux environs de 200 milliards de dollars, dont moins de 9% seulement sur les investissements publics, inefficacité et corruption incluses. La dette n'est pas vraiment le résultat de la reconstruction, comme on se plaît à le répéter ad nauseam. La dette très élevée n'a pas servi à financer la reconstruction de l'infrastructure, qui reste clairement déficiente. Quant à la dette publique, elle est par définition différente de la dette gouvernementale puisqu'elle inclut la dette des entreprises publiques, dont en particulier la dette de la Banque du Liban.

« La faille dans l'économie libanaise est d'ordre structurelle », dites-vous. Comment y remédier sur le long terme ?

La faille est effectivement structurelle. Le point de départ pour tout processus de développement économique et social est l'existence d'un « État de développement », c'est-à-dire un gouvernement qui se fixe comme objectif national primordial une politique soutenue de développement économique de tout le pays, et non seulement au centre comme ce fut le cas au Liban depuis l'indépendance. Tous les pays qui ont réussi le défi économique l'ont ainsi fait. Et nous avons brièvement appliqué ce modèle durant le mandat de Fouad Chéhab. Nous sommes donc capables de le refaire.

> « LES DÉPENSES GOUVERNEMENTALES DURANT 1993-2015 ÉTAIENT AUX ENVIRONS DE 200 MILLIARDS DE DOLLARS, DONT MOINS DE 9% SEULEMENT SUR LES INVESTISSEMENTS PUBLICS. »

Une volonté politique suffirait-elle à réduire les disparités de l'économie libanaise qui sévissent depuis 1943 entre le centre et la périphérie ?

Oui, rien n'est impossible. Mais nous n'avons pas appris de notre passé, surtout de nos échecs. La volonté politique n'est que le début d'un processus de développement qu'il faut soutenir pendant au moins des années. La qualité des classes politiques dirigeantes actuelles n'est malheureusement pas encourageante.

Quelles sont les deux mesures principales du plan d'action de prospérité économique que le « le Liban devrait actionner et que la plupart de ses habitants et institutions sociales et politiques semblent prêts à accepter et à soutenir après trois décennies de guerre et de ralentissement économique » ?

Dans notre cas, le choix est évident. La paix dans la stabilité politique d'abord. N'oublions pas que le Liban est toujours un projet d'État depuis l'Indépendance puisqu'il est évident que les Libanais ne se sont pas encore mis d'accord sur la forme politique définitive de leur pays. C'est un fait. Ensuite, en termes économiques plus concrets, deux actions sont absolument nécessaires: il faut rebâtir l'infrastructure humaine (un système d'éducation de qualité dans les écoles publiques) et améliorer radicalement l'infrastructure physique. Mais je ne suis pas très optimiste.

Bienvenue à *ECO*NEWS

Enregistrez-vous
et recevez gracieusement
votre copie digitale.

Envoyer un Email à :
Econews@ccib.org.lb
Indiquer s.v.p.
Prénom, Nom
Institution
Adresse email
Téléphone

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Gaz offshore : le Liban de nouveau dans la course à l'exploration

Bachir El Khoury

L'adoption début janvier par le gouvernement des deux décrets nécessaires au lancement du processus, gelé depuis 2013, d'exploration des ressources gazières et pétrolières offshore, pave enfin la voie à la concrétisation de la première étape d'un long processus devant permettre au Liban de profiter de son potentiel d'hydrocarbures sous-marin.

C'est sans doute l'une des premières bonnes nouvelles de ce début d'année et l'une des conséquences directes du déblocage politique dans le pays depuis octobre dernier. Après plus de trois ans de gel total du dossier des ressources offshore en raison des tensions internes, le gouvernement a finalement adopté début janvier les deux décrets, en stand-by depuis 2013, nécessaires à l'attribution des licences pour l'exploration du gaz et du pétrole offshore du pays. Ces décrets avaient été déposés en mars 2013 à la présidence du Conseil des ministres, suivis un mois plus tard, par la sélection de 46 compagnies – dont 12 grands groupes internationaux, parmi lesquels Exxon Mobil, Shell et Total – pour participer à l'appel d'offres sur l'attribution des licences d'exploration. Mais l'ajournement à six reprises de l'adoption de ces deux décrets, faute de consensus politique, avait paralysé le processus.

Le premier décret définit les coordonnées des dix blocs de concession prévus dans la Zone économique exclusive (ZEE). Quand au second décret, il détermine le protocole de déroulement de l'appel d'offres et précise les modalités du contrat-type d'exploration et de production devant lier l'État aux concessionnaires.

Quels sont les cinq blocs concernés ?

Quelques jours après la décision du gouvernement, le nouveau ministre de l'Énergie et de l'Eau, César Abi Khalil, a annoncé l'ouverture graduelle de cinq des dix blocs maritimes concernés par cette première étape d'exploration. Il s'agit du bloc n°1, qui se trouve au nord-est du Liban, soit aux frontières chypriote et syrienne, du bloc n° 4, au centre et le plus proche du littoral, ainsi que les trois blocs du sud (8,9 et 10).

L'Administration pétrolière libanaise (LPA) avait proposé, en 2013, une ouverture graduelle des blocs 1, 4, 5, 6 et 9. La suggestion portait ainsi sur un seul bloc du sud. Mais l'accord politique noué en juillet 2016 entre le président de la chambre Nabih Berry et le chef du CPL, Gebran Bassil, dont le contenu n'a pas été rendu public, semble avoir modifié l'ordre de prioritisation.

Si certains craignent que le choix final ne rende frileuses certaines compagnies internationales présélectionnées en 2013, au vu du litige frontalier avec l'Etat hébreu concernant la délimitation des frontières maritimes, et par conséquent, des ZEE respectives, d'autres, à l'instar du président de la commission parlementaire des Travaux publics, Mohamad Kabbani, justifient ce choix par la nécessité d'affirmer les droits souverains du Liban dans cette zone qui serait riche en hydrocarbures, compte tenu des importantes quantités découvertes et prouvées de l'autre côté de la frontière (Léviathan et Tamar).

D'un point de vue économique, une démarche progressive, basée sur des résultats préliminaires

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

positifs, permettrait d'améliorer les conditions de négociations avec les sociétés pour les blocs restants, qui prendront de facto plus de valeur. Selon certains, il aurait été ainsi plus judicieux d'amorcer le processus d'exploration avec moins de cinq blocs afin d'optimiser les termes des contrats et par conséquent les recettes escomptées du Trésor.

Vers une nouvelle présélection

L'adoption des deux décrets par le gouvernement n'implique pas néanmoins, dans les circonstances de retard ayant eu lieu, la clôture de l'appel d'offres pour la première attribution de licences d'exploration. La LPA va en effet reprendre contact avec les 46 sociétés présélectionnées il y a plus de trois ans pour savoir combien d'entre elles sont toujours intéressées. En cas de nombreux désistements, une nouvelle présélection aura lieu, par le biais du lancement d'un nouvel appel à manifestation d'intérêt auquel pourraient prendre part d'autres sociétés n'ayant pas postulé la première fois. Pour l'instant, aucune décision officielle n'a été prise, en attendant les résultats des contacts qui seront entrepris dans les semaines à venir.

Une fois cette étape achevée, l'appel d'offres sera ensuite lancé sur la base de la nouvelle présélection, suivie de la signature des contrats avec les sociétés sélectionnées. Le processus pourrait prendre neuf mois au total, ce qui signifie un début hypothétique des travaux d'exploration vers septembre prochain.

Quant à la période d'exploration, celle-ci devrait être fixée légalement à cinq ans, avec l'espoir qu'elle ne dépasse pas un an et demi, grâce aux études géophysiques déjà effectuées par la LPA dont les concessionnaires auront besoin dans le processus de chasse au trésor dans les fonds-marins.

Quel type de contrat et quel régime fiscal ?

Par ailleurs, le contrat-type approuvé par le gouvernement pour les sociétés qui seront sélectionnées est un contrat d'exploration et de production. Si les travaux d'exploration confirment la présence d'un gisement contenant des quantités commerciales d'hydrocarbures, le consortium détenteur de droit pourra proposer un plan de développement. Si le plan est approuvé par le Conseil des ministres, le consortium pourra procéder à l'extraction des ressources.

Quant au régime fiscal, le Conseil des ministres a chargé un comité interministériel présidé par le Premier ministre, incluant les ministres de l'Energie et des Finances, d'examiner un projet de loi qui régira la fiscalité du secteur pétrolier. Préparé par la LPA et le ministère des Finances, ce texte avait été soumis en janvier 2014 au gouvernement de l'époque. Celui-ci est actuellement en cours d'examen dans l'optique d'éventuelles modifications.

Dans sa mouture initiale, le projet de loi fixe des royalties à 4% pour la production du gaz, et entre 5 et 12% pour la production du pétrole. Il prévoit également que la société ayant réalisé l'exploration puisse encaisser les premiers revenus générés par la production afin de couvrir ses frais de forage. Les revenus seront dans un second temps partagés entre l'État et la société, selon des parts qui seront déterminées lors de la négociation bilatérale du contrat.

En résumé, l'État devrait encaisser trois types de recettes : les royalties, la TVA et la part de l'État des revenus générés par l'exploitation.

La finalisation du texte de loi constitue ainsi une phase cruciale, d'autant que les entreprises ont besoin de connaître le régime fiscal auquel elles seront soumises, avant de présenter leurs offres.

Création d'un fonds souverain : le flou reste total

Reste la question épineuse relative à la création d'un fonds souverain. Sa création est brièvement évoquée dans la loi-cadre de 2010 sur les ressources offshore, mais elle ne constitue pas une priorité absolue, d'autant qu'un délai de 7 ans est prévu entre le lancement de l'appel d'offres propre à l'exploration et le début de l'exploitation. Pour le moment, le comité interministériel chargé de l'examen du régime fiscal, a également été chargé d'étudier ce point.

Cette question est d'autant plus capitale que selon les études menées par les différentes sociétés engagées par l'État, l'espace maritime libanais pourrait potentiellement contenir entre 340 000 milliards et 700 000 milliards de mètres cubes de gaz naturel, et entre 440 millions et 675 millions de barils de pétrole. Une gestion optimale de ces ressources et de leurs revenus constitue ainsi un point majeur pour éviter un gaspillage, une monopolisation ou encore de tomber dans le piège de la « malédiction pétrolière ».

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Réchauffement des relations entre le Liban et le Golfe

Pour son premier déplacement à l'étranger le chef de l'État a fait escale en Arabie saoudite puis au Qatar. Ces deux voyages ont permis de réchauffer des relations politiques et économiques mises à mal ces deux dernières années, et d'ouvrir un nouveau chapitre, surtout économique,entre le Liban et ses voisins.

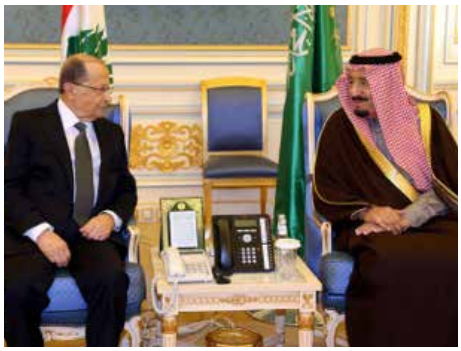
Le 12 janvier 2017 a marqué le retour à Beyrouth du président Michel Aoun et de la délégation ministérielle qui l'accompagnait après une visite officielle de quatre jours en Arabie saoudite et au Qatar.

Une délégation ministérielle étoffée l'a accompagné dans ce déplacement. Elle comprenait les ministres Marwan Hamadé (Éducation et Enseignement supérieur), Ali Hassan Khalil (Finances), Nohad Machnouk (Intérieur), Raëd Khoury (Économie), Gebran Bassil (Affaires étrangères), Yaacoub Sarraf (Défense), Melhem Riachy (Information) et Pierre Raffoul (ministère d'État pour les Affaires présidentielles).

S'exprimant depuis l'avion, avant son atterrissage à l'aéroport international de Beyrouth, il a notamment assuré que « les résultats directs et indirects de sa visite, apparaîtront prochainement, et qu'ils seront en faveur du Liban et des pays du Golfe ».

Quant aux répercussions politico-économiques, Michel Aoun a indiqué : « Ce voyage a permis de dissiper les malentendus avec certains pays du Golfe, et les Libanais assisteront au retour des touristes du Golfe ».

Une visite que le Premier ministre Saad Hariri a qualifié d'« historique » et de « réussie à tous les points de vue ». « Les positions du président Aoun à Riyad représentent réellement tous les Libanais et la position de l'État envers les frères arabes », a-t-il déclaré. « L'amitié exprimée par le gardien des deux saintes mosquées, le roi Salman ben Abdel



Le président Aoun rencontre le roi Salman.
Crédit ANI.

Aziz envers le Liban, le président et les Libanais en général, n'est pas étonnante de la part du Royaume et de ses dirigeants, c'était le premier défenseur de sa sécurité, de sa stabilité et de sa coexistence, loin de toute ingérence extérieure », a aussi rappelé le chef du gouvernement lors d'un conseil des ministres le 11 janvier dernier.

Le président hôte du monarque saoudien et de l'émir du Qatar

Au Palais royal d'Al-Yamamah à Riyad, une réception officielle a été organisée par le roi d'Arabie en l'honneur du président libanais. Durant cette cérémonie le monarque Salman ben Abdel Aziz Al-Saoud a affirmé qu'il avait une grande confiance dans le président libanais, assurant que « ce dernier mènerait le Liban à bon port ». «Pas de substitut à ce pays. L'Arabie désire sauvegarder et améliorer les relations bilatérales », a poursuivi le dirigeant. Pour sa part Michel Aoun a rappelé les relations historiques qui unissent le Liban et l'Arabie saoudite. « Notre visite les confirme », a-t-il ajouté.

Michel Aoun reçut par l'émir du Qatar.
Crédit ANI.

Une réunion élargie s'est notamment tenue en présence, côté libanais, des ministres l'accompagnant et, côté saoudien, de l'émir de la province de Riyad, Fayçal ben Bandar ben Abdel Aziz, du conseiller du roi, le ministre Mansour ben Motaab ben Abdel Aziz, ainsi que des ministres Motaab ben Abdallah ben Abdel Aziz (Défense), Moussaed ben Mohammad al-Aybane, Adel ben Zeid al-Tarifi (Information), Adel ben Ahmad al-Jubeir (Affaires étrangères), Mohammad ben Abdallah al-Jadaane (Finances) et Thamer ben Sabhane al-Sabhane (Affaires du Golfe). En marge de cette rencontre, de nombreuses discussions avec les responsables saoudiens ont porté sur la consolidation de la coopération bilatérale dans tous les secteurs économiques. Une réunion qui a été suivie par un tête-à-tête d'une demi-heure entre le président libanais et le monarque saoudien.

Le roi Salmane aurait aussi donné des instructions précises à ses collaborateurs pour « examiner et assurer le suivi des sujets soulevés par le président Aoun aux plans

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

économique, militaire, touristique et de sécurité », et demandé aux ministres saoudiens «d'effectuer des visites avec leurs homologues libanais en vue de projets de coopération » et a encouragé ses compatriotes « qui ont une affection particulière pour le Liban à y retourner », selon les communiqués publiés par l'Agence nationale d'information (ANI).

La deuxième étape de sa tournée a mené Michel Aoun au Qatar où il a été reçu par le cheikh Tamim bin Hamad bin Khalifa Al Thani.

Durant le huit clos entre les deux dirigeants, l'émir a assuré que son pays était prêt à contribuer aux projets développementaux au Liban et à encourager les investisseurs qataris à investir dans ce pays.

Il a aussi affirmé que cette visite aura un impact très positif sur les relations libano-qataries. Pour sa part, le président Aoun a braqué la lumière sur la situation actuelle au Liban, sur le développement et sur l'atmosphère du dialogue et du consensus qui règne sur la scène locale et a insisté sur la situation sécuritaire rassurante du pays du Cèdre.

400 000 Libanais travaillent et vivent dans le Golfe

De nombreux Libanais travaillent dans les pays du Golfe, dont 260 000 en Arabie saoudite, d'où l'importance de ce déplacement dont l'objectif clé au niveau économique serait la relance des investissements et surtout du tourisme fortement réduits ces dernières années. Avec la reprise de la confiance entre l'Arabie et le Liban, les spécialistes estiment que les relations bilatérales reprendront naturellement leur cours normal. Cette visite a en tout cas constitué un premier pas vers une normalisation des relations du Liban avec les pays du Golfe et a donné lieu à des déclarations d'intention, qui devraient se concrétiser, nous l'espérons, rapidement.

Point de vue d'Élie Rizk sur le déplacement présidentiel en Arabie saoudite

Elie Rizk

Le président du Comité de développement des relations économiques libano-saoudiennes revient pour Econews sur les enjeux économiques de la visite présidentielle dans le Golfe, en particulier en Arabie saoudite mais surtout sur le rôle prépondérant de Mohamed Choucair auprès duquel il met toute son énergie pour revigorer les échanges commerciaux et les investissements entre les secteurs privé de Riyad et de Beyrouth.

« Nous souhaitons vivement la reprise des relations économiques libano-saoudiennes de manière à les rétablir comme elles étaient auparavant et il n'y a pas de doute que la visite du président Aoun en Arabie saoudite a envoyé un message positif en ce sens, en réaffirmant le soutien du Liban à ses pays voisins et amis comme l'Arabie saoudite et aux causes justes qu'ils défendent », affirme Elie Rizk, le président du Comité de développement des relations économiques libano-saoudiennes. « Ce déplacement a permis de retisser les liens historiques et chaleureux qui qui avaient subi un froid en raison de prises de positions politiques irresponsables».

Il a par ailleurs salué « l'énergie que met Mohamed Choucair, le président de la Fédération des Chambres de commerce du Liban, au service du renforcement des échanges économiques entre les secteurs privés des deux pays par des délégations d'hommes d'affaires et des visites permanentes du Royaume ». « Je voudrais insister aussi sur le fait que le renforcement des relations économiques avec l'Arabie et les pays du Golfe est une nécessité aussi pour relancer les investissements. Nous comptons surtout sur la diaspora libanaise, présente en grand nombre en Arabie saoudite, et qui a les moyens les moyens de le faire, pour l'investissement dans des projets au Liban, et l'expansion des échanges commerciaux ».

Rappelons que le président de la CCIA-BML a été décoré par le Comité du développement des relations économiques libano-saoudiennes le 10 décembre dernier à l'hôtel Phoenicia de Beyrouth au cours d'une cérémonie organisée par Elie Rizk en l'honneur de l'ambassadeur sortant d'Arabie saoudite au Liban, Ali Awad Assiri. Cette décoration est venue saluer les multiples efforts accomplis par le président Choucair en faveur du renforcement des relations économiques, notamment avec l'organisation de La Semaine du Liban en Arabie Saoudite en avril 2014. « Sans la présence d'une grande diaspora libanaise dans les pays du Golfe, notamment en Arabie saoudite, le Liban n'aurait pas pu supporter les crises économiques auxquelles il fait face depuis 2011. Pas de croissance économique ni de stabilité sociale au Liban si ce n'est à travers des relations fortes avec les pays du Golfe, et en particulier avec l'Arabie saoudite », avait notamment déclaré le président Choucair à cette occasion.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Qu'attendent les organisations économiques du nouveau gouvernement?

Confiants quant à une reprise de la vie institutionnelle, les principaux représentants des instances économiques à l'instar de la population attendent des actions concrètes de la part du nouveau cabinet. Après des années dans « le rouge », toutes les personnes interrogées appellent le gouvernement Hariri à adopter une politique de relance et non d'austérité pour voir l'économie libanaise refleurir.

Fady Gemayel favorable à un programme de relance socio-économique

Le président de l'Association des industriels libanais souhaite un programme de relance socio-économique global qui inclurait tous les secteurs économiques. « Cela fait plus de deux ans que nous disons que le Liban a beaucoup de potentiel avec des ressources humaines et financières importantes, une diaspora dynamique et qu'il ne peut pas vivre au rythme de ce qui se passe au niveau régional », affirme-t-il. Son programme tient en six points :

- « Relancer l'économie comme l'ont fait les États-Unis en injectant 3% du PIB dans l'économie. « Soit 1 milliard et 400 millions de dollars injectés dans tous les secteurs afin de rebooster le tourisme, attirer la diaspora et les investissements, créer des congrès spécialisés autour des compétences libanaises au Liban, réduire la TVA et les taux sur l'immobilier pour les petits et moyens ménages pour relancer la consommation, financer les PME, redynamiser le secteur hospitalier».

- « Lancer une réforme administrative. »

- « Ensuite il s'agit d'effectuer une stabilisation sociale en rectifiant les salaires du privé puis du public: le revenu minimal dans le secteur privé pourrait être relevé de 7% par rapport à celui de 2012 (selon les chiffres des statistiques nationales)»

- «Mettre en place un système de retraite et de prise en charge des frais d'hospitalisation pour les plus de 64 ans dans le privé ».

- «Trouver une solution à la crise des réfugiés par le biais d'une assistance internationale qui chercherait à moderniser les infrastructures pour faire travailler des ingénieurs libanais mais aussi les travailleurs syriens sur des grands projets de construction. D'autre part, j'exhorte les Européens à recevoir plus d'exportations de produits agricoles et industriels libanais. De plus, il est inacceptable que les donateurs internationaux qui viennent en aide aux réfugiés syriens du Liban achètent des marchandises hors du Liban ».

- « Adopter la loi sur le partenariat public-privé ».

- « Adopter la loi sur les ressources gazières et pétrolières ».

Pour accompagner la mise en place de ces mesures, Fady Gemayel suggère la création d'un comité d'urgence de relance socio-économique qui serait présidé par le Premier ministre et comprendrait les ministres concernés et les représentants des organisations économiques et de la CGTL.

Pour le secteur industriel, il souhaite protéger l'industrie libanaise du dumping de plusieurs produits, lutter contre la concurrence illégale et déloyale de certaines institutions syriennes et soutenir les exportations où le recul ces trois dernières années a représenté près d'un milliard de dollars. Le président de l'Association des industriels préconise également la réduction des coûts de transport, la dynamisation de la diplomatie économique auprès de la diaspora libanaise et la conclusion d'accords avec les pays partenaires pour augmenter les exportations. « Il faudrait créer un fonds de soutien de 30 millions de dollars pour les industries qui utilisent l'énergie

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

de manière intensive cela garantirait la pérennité de 7000 à 10 000 familles », suggère-t-il aussi. « Les Libanais ont beaucoup souffert, il faudrait donner la chance aux entreprises qui sont passées maître dans la gestion de crise, celles qui sont implantées au Liban mais ont des succursales à l'étranger, en accompagnant leur rayonnement international sur la région ».

Pour Fouad Zmokhol, le gouvernement est face à un examen de passage

À son tour, le président du RDCL s'est dit soulagé qu'un choc positif ait pu être trouvé à la fin de l'année. Il appelle cependant le gouvernement à réagir rapidement en vue d'adopter un plan économique global de relance de l'investissement, de l'emploi, de la croissance et du tourisme. Plusieurs mesures prioritaires, suspendues en raison de la paralysie du pays, sont selon lui à remettre sur le tapis : « Le vote d'un budget, l'adoption de la loi sur les partenariats public-privé et l'instauration de prêts bonifiés dans tous les secteurs économiques pour attirer plus de liquidités. Il suggère aussi de redorer l'image du Liban qui se stabilise en effectuant des tournées régionales. Quant à la mission du gouvernement d'organiser les élections législatives, il prévient : « Il ne faut pas confondre entre un gouvernement d'élections (clientélisme, partage du gâteau) et organisation des élections ». «En tant que chefs d'entreprises mais également citoyens nous prêterons main forte au gouvernement mais nous lui demanderons aussi des comptes », prévient le chef du patronat. «Les entreprises libanaises ont beaucoup perdu et la chance qu'a ce gouvernement d'union nationale d'agir est à saisir impérativement ».

Nassib Ghobril : Les banques attendent des résultats concrets

« L'indice de confiance du consommateur de la Byblos Bank indique que le choc positif politique a boosté la confiance des citoyens», soutient l'économiste en chef du département de recherche du groupe Byblos Bank. « Cependant les gens restent très sceptiques par manque de confiance dans la classe politique», tempère Nassib Ghobril. «Les banques ont les mêmes attentes que les citoyens : elles veulent voir une amélioration de la compétitivité économique, une reprise de la croissance qui permettrait de nouvelles opportunités de crédits bancaires dans le secteur privé », explique-t-il. « Elles souhaitent aussi voir les besoins d'endettement de l'État diminuer car, contrairement aux clichés existants, les banques ne peuvent plus se permettre de prêter indéfiniment à l'État ». Cela devrait se faire en réduisant le déficit budgétaire sans augmenter les impôts existants et sans en imposer de nouveaux mais au contraire en réduisant le gaspillage et les dépenses publiques, en luttant contre l'évasion fiscale, en améliorant la collecte des recettes (électricité, mécanique, etc.), en réformant le secteur de l'électricité et celui de la pension publique (système de retraites), en libéralisant les télécoms et en votant la loi des PPP. « Ces mesures permettront de réduire les besoins d'endettement de l'État, d'améliorer la qualité des services publiques et des infrastructures ».

Quant au dossier des ressources pétrolières, Nassib Ghobril prévient: «Il ne pas faut rêvasser à des retombées d'argent rapides, il faut rester réaliste, c'est un projet de longue haleine dont le Liban ne verra pas les bénéfices avant sept à dix ans au plus tôt».

Max Zaccar : L'assurance est l'un des plus gros contribuables, il faut le soutenir

« Avec les banques, l'assurance est le deuxième pilier du système financier libanais et est l'un des plus gros contribuables qui paye à l'État environ 275 millions de dollars, d'où la nécessité pour le gouvernement de nous soutenir », rappelle le président de l'Association des compagnies d'assurances libanaises. Max Zaccar attend du nouveau gouvernement, en particulier de Raëd Khoury, le ministre de l'Économie et de Nadine Habbal, la présidente par intérim de la Commission de contrôle des compagnies d'assurances libanaises, qu'ils planchent sur les points suivants :

- « Intervenir auprès de la Banque du Liban (BDL) pour obtenir des prêts avantageux afin d'encourager les fusions-acquisitions dans le but de pénétrer de nouveaux marchés internationaux, en particulier l'Afrique et l'Iran ».

- « Conversion des mutuelles en compagnies d'assurance opérant sous la supervision de la Commission de contrôle. À cause des incitatifs fiscaux mutuels, le pays perd en revenus de taxes et d'impôts 75 millions de dollars par an».

- « Seuls les agents enregistrés devraient être autorisés à conseiller et à vendre des assurances. Malheureusement, de nombreuses et grandes institutions financières ne respectent pas cette simple disposition ».

- « Mise en place d'un mécanisme de pool d'assurance avec toutes les compagnies d'assurances libanaises, comme c'est le cas dans la plupart des pays, pour assurer la future industrie du pétrole et du gaz ».

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Lancement de l'accélérateur Agrytech qui « vise à catalyser les innovations de la ferme jusqu'à la fourchette »

L'agriculture reprend des couleurs. Longtemps parmi les plus compétitifs de l'économie libanaise, le secteur agricole s'est vu délaissé de nombreuses années au profit des services et du secteur bancaire. Le lancement d'un accélérateur pour les technologies agro-alimentaires pourrait de nouveau changer la donne. Baptisé Agrytech, ce programme de 3,3 millions de dollars ambitionne de soutenir une trentaine de start-up innovantes dans le domaine de l'agriculture. Un programme conjointement initié et financé par l'ambassade des Pays-Bas au Liban et Berytech.

C'est en présence d'un parterre d'entrepreneurs et d'innovateurs, du chargé d'affaires de l'ambassade des Pays-Bas au Liban, Han-Maurits Schaapveld, de la directrice du programme du PNUD au ministère de l'Économie et du Commerce, Rafif Berro, représentant le ministre Raëd Khoury, que le PDG de Berytech Maroun Chammas a lancé le 19 janvier un programme permettant la création d'un centre d'innovation pour l'agro-alimentaire high-tech, baptisé Agrytech, lors d'une cérémonie organisée à l'hôtel Four Seasons à Beyrouth.

Le premier hub 100% dédié à l'AgTech libanaise

Ce programme, conjointement financé par l'ambassade des Pays-Bas et Berytech – à hauteur d'environ 3,3 millions de dollars sur deux ans –, vise à créer un accélérateur pour les start-up dans le secteur de l'agro-alimentaire, avec un slogan : « Catalyser les innovations, de la ferme jusqu'à la fourchette ». « Agrytech ambitionne d'aider les start-up aux innovations perturbatrices dans le secteur agro-alimentaire et de leur fournir un appui pour qu'elles puissent se transformer en entreprises à succès, ainsi que les outils techniques et commerciaux adéquats afin qu'elles puissent accéder aux marchés internationaux», a déclaré Maroun Chammas, PDG de Berytech, à l'ouverture de la cérémonie de lancement.

Maroun Chammas, PDG de Berytech.

Aspirée à son tour par les nouvelles technologies, l'agriculture « connectée » et « high tech » se veut plus propre, plus compétitive, et plus soucieuse de l'environnement. Un environnement en danger prévient le PDG de Berytech : « Pour nourrir une population qui croît de façon exponentielle pour atteindre jusqu'à 10 milliards en 2050, les experts prédisent que nous aurons besoin de doubler la production alimentaire mondiale au cours des 35 prochaines années ». Il ajoute : « Il y aura donc une concurrence croissante pour la terre, l'énergie et l'eau, car ces ressources sont rapidement épuisées, risquant de compromettre la durabilité et de menacer la sécurité alimentaire mondiale ».

Maroun Chammas fait partie de ceux qui préfèrent anticiper les dangers en proposant des solutions même si le Liban en est encore loin. D'où l'importance de ce premier hub 100 % dédié à l'AgTech libanaise. « Si dans le monde, le défi de nourrir davantage d'humains est partagé par tous, au Liban, en particulier, la technologie doit aussi venir en aide à un secteur à l'agonie ».

Un point partagé par le partenaire du projet. « Pour étendre la production agricole du Liban, il est nécessaire d'innover, de mettre en place de nouvelles technologies et d'embrasser les dernières avancées scientifiques et meilleures pratiques», souligne de son côté, Han-Maurits Schaapveld, chargé d'affaires de l'ambassade des Pays-Bas au Liban. Le diplomate néerlandais rappelle que « les Pays-Bas sont le deuxième plus grand exportateur de produits agricoles et de produits alimentaires et ont intégré de nombreuses nouvelles technologies dans leur chaîne de production pour plus de productivité ».

Un projet conjoint qualifié par Maroun Chammas de « fantastique initiative » qui « ne serait pas possible sans la confiance et la ▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

généreuse contribution du gouvernement néerlandais ici représenté par son ambassade. Le dirigeant a aussi remercié tous les membres du conseil d'administration de ce programme «qui n'ont pas hésité une seconde à le soutenir».

Productivité et nouvelles perspectives d'emploi pour les jeunes

Les start-up et entrepreneurs sont appelés à postuler en ligne jusqu'au 9 mars. « Les candidatures sont ouvertes à toutes les start-up et PME, qui en sont à l'étape de l'idée, avec des solutions techniques dans les domaines de l'agro-alimentaire, notamment au niveau de la robotique, la télédétection, l'automation, l'automatisation, le commerce en ligne, la traçabilité, les paiements, le Big Data, l'intelligence artificielle, les capteurs, l'IOT, l'Internet, le paiement via mobile, les drones ou encore la logistique », explique Ramy Boujawdeh, directeur général adjoint de Berytech et responsable du projet Agrytech.

Créer une perspective pour les jeunes par la création accélérée d'emplois et la stimulation de la compétitivité. Lever et développer les capacités des PME locales et des start-ups. Fournir un soutien pour innover un secteur agroalimentaire plus intelligent dans la région MENA. Soutenir les exportations au sein de la région MENA et de l'UE en utilisant les liens des principaux organismes d'innovation des Pays-Bas. Tels sont les principaux objectifs de ce programme d'initiative au Liban et dans la région.

Un objectif salué par la directrice du programme du PNUD au ministère de l'Économie et du Commerce, Rafif Berro, qui s'est adressée aux entrepreneurs libanais au nom du ministre Raëd Khoury : « L'écosystème a connu d'énormes progrès au cours des dernières années. Les opportunités dans le secteur agroalimentaire sont nombreuses et cette initiative de Berytech avec le soutien du Royaume des Pays-Bas constitue un complément solide à l'éventail toujours croissant de possibilités de soutien offertes aux entrepreneurs et aux PME ». Rafif Berro a ajouté que le ministère encourage et salue les collaborations avec des marchés expérimentés tels que les Pays-Bas voyant dans ce projet « un pont vers le marché de l'Union européenne ». Elle a aussi assuré que ce soutien apporté aux start-up et aux PME faisait écho à la vision du gouvernement et du ministère qui se dit prêt à renforcer sa coopération avec le secteur privé et Berytech pour continuer à faire « progresser le succès de l'entrepreneuriat et des activités des PME», lesquelles représentent plus de 90% des entreprises au Liban.

Concrètement, que propose Agrytech ? Les 30 start-up qui seront sélectionnées en mars prochain obtiendront un fonds de 3.300 dollars, ainsi qu'un soutien technique et commercial pendant deux mois pour évaluer leur idée et déterminer sa faisabilité et sa pénétration sur le marché. 15 start-up seront ensuite retenues pour la phase d'accélération qui sera financée à hauteur de 16.000 dollars, et permettra aux entrepreneurs de développer leurs idées grâce à un soutien technique et un mentorat. Agrytech leur fournira également des sessions d'assistance technique et commerciale, dont certaines seront menées par l'incubateur Start Life et le hub Food Valley NL, deux structures hollandaises. Enfin, 8 start-up poursuivront le programme en entrant dans la phase d'incubation et de croissance, avec un financement de 22.000 dollars, sur six mois, qui a pour but de faire passer la start-up dans sa phase d'investissement et d'accès au marché.

« Gestion de l'eau, jardins verticaux,

Han-Maurits Schaapveld, chargé d'affaires de l'ambassade des Pays-Bas au Liban.

hydroponie, le Liban a une carte à jouer dans ce secteur, assure Ramy Boujawdeh. Nous allons nous focaliser sur les disruptive innovations, c'est à dire les innovations qui changent radicalement les usages et les habitudes de consommation ». Une plate-forme sera mise en ligne avec pour objectif de sensibiliser à la nécessité d'intégrer des technologies innovantes dans le secteur de l'agro-alimentaire, précise le responsable d'Agrytech. D'ici deux ans, un cluster* regroupant plusieurs compagnies du secteur de l'agro-alimentaire, sera mis en place afin de les aider à innover et à accéder à de nouveaux marchés, grâce aux experts de Food Valley, l'une des premières communautés mondiales soutenant l'innovation dans les secteurs agricoles et alimentaires basée aux Pays-Bas et partenaire du programme.

Ce nouveau pari de Berytech sera sûrement un succès. Comme l'a rappelé son PDG, « en 2008 Berytech a lancé le premier fonds de capital risque au Liban Berytech Fund I avec juste 6 millions de dollars sous gestion, et avec pour objectif de prouver que le Liban pouvait être un producteur de technologie et non un simple consommateur ».

Notons enfin que Berytech est une initiative de l'Université Saint-Joseph et célèbre cette année ses 15 ans d'existence !

**Un cluster est « un groupe d'entreprises et d'institutions partageant un même domaine de compétences, proches géographiquement, reliées entre elles et complémentaires ». (Porter, 1999).*

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

Le ski est-il viable cette saison ?

Avec le regain de stabilité politique et des facteurs climatiques favorables, la saison de ski a débuté dans les temps en décembre et se poursuit pour la plus grande joie des skieurs. Un retour des ressortissants du Golfe s'est aussi fait sentir, redonnant de la vigueur à un secteur touristique en berne ces deux dernières années souffrant de réchauffement climatique, d'une crise économique et d'un gel des institutions qui régnait en maître dans le pays. Qu'attendent les organisateurs du secteur du nouveau gouvernement ?

2017, une saison prometteuse

« La neige précoce tombée en décembre est un facteur positif par rapport aux années précédentes, et a certainement joué en faveur de l'ouverture des pistes, nous aidant à gagner des journées de ski supplémentaires durant la saison», affirme Joost Komen, directeur général de l'Hôtel Intercontinental Mzaar à Faraya. « Les conditions climatiques favorables ainsi que l'élection présidentielle et la formation d'un nouveau gouvernement sont des facteurs en faveur d'une saison de ski prometteuse », ajoute le responsable.

Un avis partagé par Charbel Salameh, le président de la Fédération de ski libanaise, qui se dit rassuré par une augmentation des skieurs qu'il estime à 15% par rapport à l'année dernière, à Ouyoun El Simane – Kfardebiane. « En 2014 en raison du réchauffement climatique, il n'y a pas eu de saison de ski, tandis qu'en 2015 la saison n'a commencé qu'après les fêtes de Noël », rappelle Charbel Salameh. Selon lui, l'amélioration de cette année s'explique aussi par le retour encore timide des ressortissants du Golfe et des pays arabes. Également propriétaire des magasins Sport Experts, Charbel Salameh constate aussi une augmentation de près de 20% des locations de ski.

Le directeur de l'Intercontinental de Faraya dresse le même constat.

Crédit photo : InterContinental Mzaar Lebanon Mountain Resort & SPA.

« Il est évident que les réservations de cette année ont dépassé celles de l'année dernière à la même période ».

Meilleure sécurité routière et soutien du ministère du Tourisme

Le responsable hôtelier appelle le gouvernement à promouvoir à une échelle internationale les avantages compétitifs des sports d'hiver au Liban. « La saison de ski devrait être considérée comme la composante touristique principale dans les campagnes du ministère du Tourisme, en plus de soutenir l'organisation de compétitions et d'événements internationaux de ski ». Au niveau local, Joost Komen souhaite que les autorités compétentes redoublent d'efforts pour assurer la sécurité routière. Il fustige par ailleurs les informations météo diffusées par des médias, trop souvent « alarmistes et exagérées », ce qui dissuade les Libanais de se rendre à la montagne. Les « institutions officielles comme la Sûreté Générale devraient se charger de délivrer les informations sur l'état des routes », suggère le responsable.

Encourager de nouveaux skieurs avec une semaine de vacances en février

Le président de la Fédération de ski salue quant à lui le travail effectué par l'ancien ministre du Tourisme, Michel Pharaon, en faveur du secteur et appelle son successeur à renforcer la police touristique en montagne. Il souhaiterait aussi que le ministère de l'Éducation donne une semaine de vacances en février à tous les élèves du primaire et du secondaire. « Ainsi nous pourrons encourager de nouveaux skieurs en leur proposant un forfait à prix réduit d'une semaine qui inclurait notamment le transport, la location de ski et les cours avec un moniteur», propose Charbel Salameh qui dit par ailleurs attendre du ministère des Transports qu'il assure « des saleuses et une infrastructure routière digne de ce nom ».

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

« Le ski joue un rôle important en stimulant l'économie des régions montagneuses par les possibilités d'emploi qu'il apporte. D'où l'intérêt de planifier et de développer ce secteur en fournissant aux clients les meilleurs services afin de faire face à la concurrence régionale et internationale. Cela devrait devenir une priorité des pouvoirs publics et de toutes les parties prenantes sur le terrain », conclut Joost Komen.

Rappelons que le Liban compte six stations de ski : Les Cèdres, Laqlouq, Faqra Club, Zaarour Club, Qanat Bakiche et Ouyoune el-simane plus connu sous le nom de Faraya-Mzaar. Les Cèdres sont considérés comme le plus grand domaine skiable mais malheureusement le site n'est pas entièrement aménagé. C'est pourquoi Faraya-Mzaar est considérée comme la station la plus étendue du Proche-Orient avec plus de 42 pistes sur 80 km et 18 remontées mécaniques. À partir du sommet du Mzaar (2.465m), on peut profiter de vues imprenables sur la Békaa, le mont Hermon, Laqlouq, les Cèdres et les villes côtières. Notons enfin que le ministre sortant du Tourisme vient de lancer une campagne promotionnelle sur le ski au Liban dans les pays arabes.

Zaarour Club. Crédit photo: Zaarour.

Focus sur la station montante de Zaarour Club

Econews a rencontré Carol El Murr, la seule femme à la tête d'un domaine skiable au Liban. PDG de Zaarour, elle nous parle de la station mode qui a rouvert ses portes aux amateurs de ski en 2015 après avoir fait peau neuve avec la rénovation de fond en comble du site, avec notamment l'ouverture d'un hôtel prestigieux et la possibilité d'activités diverses dédiées aux skieurs, mais pas seulement.

À quand remonte la création du domaine skiable de Zaarour ?

Situé sur le flanc est du mont Sannine au Metn, le domaine de deux millions et demi de mètres carrés appartient à la famille El Murr depuis 1974. Il a eu un destin à l'image du pays. Occupé un temps pendant la guerre, les pistes ont été condamnées jusqu'en 1990. Quelques années plus tard, lorsque ma famille a décidé de prendre en charge le domaine, nous avons décidé de le rénover aux standards internationaux. Les travaux entrepris de 2013 à 2014 ont permis de rénover le club, d'ouvrir un hôtel avec 16 suites modernes et confortables mais aussi d'installer des tapis roulants sur la neige, de nouveaux télésièges ou encore un système de neige artificielle.

Le site est situé à 35 kilomètres de Beyrouth. Cela explique-t-il son succès ?

Oui, une des raisons du succès de notre domaine est certainement sa proximité avec la capitale. Mais aussi le fait de sa modernité et ses innovations. Cette année par exemple, nous avons demandé à la Fédération française de ski de venir dispenser des cours. Nous avons aussi ouvert un bar restaurant au milieu des pistes. Zaarour est aussi ouvert l'été avec des activités proposées comme le circuit de vélo mis en place en coopération avec l'International Mountain Biking. Nous avons aussi un lac artificiel autour duquel nous avons organisé le Lakeside Festival qui a rassemblé plus de 50 000 curieux. Nous assistons aussi à des ouvertures de restaurants et de magasins donnant ainsi une meilleure visibilité économique de la région environnante qui est en plein essor.

Qualifieriez-vous de positive la saison actuelle ?

Nous sommes effectivement satisfaits de la saison actuelle qui a débuté en décembre dernier sachant que l'année dernière nous n'avons pas pu ouvrir les pistes avant le 6 janvier. Avec un climat favorable et des facteurs politiques encourageants nous recevons davantage de gens, des Libanais du Liban, de la diaspora et des touristes arabes. Psychologiquement, les gens semblent plus rassurés et nous le ressentons dans les réservations.

Qu'attendez-vous du nouveau gouvernement ?

Le secteur privé ne peut pas tout faire seul. Mes équipes ont dû trouver une solution car il n'y a pas assez de saleuses ni de machines de déneigement mises à notre disposition pour enrayer le verglas et ouvrir les routes qui mènent à Zaarour. Le gouvernement doit assurer une meilleure infrastructure routière, renforcer la police municipale, et assurer une meilleure coordination entre les autorités compétentes sur le terrain.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Les manitous du tourisme montent au créneau

Le 27 janvier dernier, la Chambre a réuni autour d'Avédis Kidanian, le nouveau ministre du Tourisme, les responsables des principales associations et syndicats touristiques, dont les deux piliers du secteur, la Middle East Airlines et le Casino du Liban.

« Nous sommes là pour identifier les problèmes et proposer des solutions rapides », a déclaré le président du syndicat des hôteliers, Pierre Achkar, au début de la réunion. « Nous voulons aller au plus urgent et profiter de l'état de grâce que nous accorde l'embellie politique pour restaurer l'attraction touristique du Liban », a-t-il affirmé.

« Tous les pays du monde profitent de la promotion faite par leurs casinos pour remplir hôtels et restaurants, et créer une dynamique dans les marchés. Mais au Liban on fait de la publicité pour les autres », s'est ensuite indigné le président du syndicat déplorant au passage le manque d'ouverture de l'espace aérien libanais et l'abscence de charters à destination de Beyrouth. « Le transport aérien est l'autre pilier sur lequel repose le tourisme. Les compagnies low cost envoient des masses de touristes vers d'autres destinations, pourquoi pas chez nous ? » s'est interrogé Pierre Achkar.

> « L'EMPLOI DANS LES SERVICES A TENDANCE À AUGMENTER À FUR ET À MESURE QU'UNE ÉCONOMIE SE DÉVELOPPE (WILLIAM PETTY, 1623) »

Le Casino du Liban

Le PDG du Casino du Liban, Hamid Kreidy, est quant à lui revenu sur la situation critique de ce haut lieu de tourisme dans le pays, rappelant que la société bénéficie d'une concession de 30 ans qui prendra fin le 4 décembre 2026. « Ces dix dernières années, l'État a prélevé à la source 50% des recettes de la société en plus d'autres impôts et charges. Le Casino compte 1 276 employés dont les salaires, avec les pressions et droits acquis, ne sont plus du tout aux normes de la productivité du pays. La masse salariale accapare l'ensemble des revenus disponibles après acquittement de la taxe spécifique », a résumé le PDG. Conséquence : la direction a été contrainte d'arrêter l'embauche et de bloquer les salaires.

Un décret datant de 2001 permet au Casino du Liban d'ouvrir des branches dans d'autres régions du pays. L'entreprise reste toutefois réticente à s'aggrandir. En cause : une main d'œuvre existante peu formée et des grilles de salaires anormalement élevées.

« Si l'ouverture de branches est nécessaire pour dynamiser les ré-

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

gions, à l'heure actuelle, la priorité du Casino reste l'assainissement de son fonctionnement, à l'image de ce qui a été fait avec la Middle East par le passé », a souligné Hamid Kreidy.

La Middle East Airline

Mohamed El Hout, PDG de la MEA, insiste sur la différence entre « monopole » et « ciel ouvert ». Seule ligne régulière Libanaise, la MEA jouit d'une exclusivité indispensable dans un petit pays comme le Liban. La nécessité d'avoir une compagnie nationale fait d'ailleurs l'unanimité. Le ciel reste en revanche ouvert aux sociétés charters.

Les vols réguliers sont largement accueillis, a charge de réciprocité, active ou passive. Il arrive souvent qu'un pays affrète plus de vols vers le Liban que la MEA elle-même. L'important est que le droit de la compagnie soit reconnu par principe et pour toute éventualité.

La MEA est ouverte aux packages à des prix défiant toute concurrence. Il ne faut pas cependant que ce package couvre un vol régulier à dessein professionnel. Ainsi il est indispensable qu'il comprenne l'hôtel et porte sur un minimum de trois jours.

Charles Arbid, président de l'Association libanaise de la franchise, a fait part du travail qui est fait depuis quelques années pour faire de la destination « Liban » et de son industrie un produit de marque. L'ALF est très concernée par le tourisme car l'activité du marché dépend fortement de l'activité touristique. Les touristes sont les premiers à consommer les produits des marques de luxe franchisées.

Pour Mohamed El Hout, les prix doivent donc absolument s'aligner sur ceux des pays d'origine pour que les ressortissants de ces derniers achètent au Liban.

Avédis Kidanian a ainsi annoncé le lancement d'une campagne de promotion du Liban, mettant l'accent sur la nécessité de coordonner les efforts pour que le résultat soit à la hauteur des espérances. Pour sa part, Toni Rami a confirmé qu'un effort soutenu a été fait déjà pour promouvoir la restauration, soulignant que les établissements libanais jouissaient déjà d'une très bonne réputation à l'international.

Charles Arbid a dévoilé la préparation d'une stratégie nationale de promotion qui ferait du Liban le pays d'un certain « art de vivre » de même que l'Allemagne est le pays de « l'industrie de pointe », la France du « glamour et du bon vin », l'Italie le champion incontesté du « design ».

« Bien avant la découverte des gisements d'hydrocarbure au large du littoral libanais, le pays voyait dans le tourisme le véritable pétrole du Liban », avait déclaré le président de l'Association des chambres de commerce et d'industrie de la Méditerranée, Mohamed Choucair, après la signature d'un accord de coopération avec l'Organisation mondiale du tourisme.

Alors que le tourisme représente en temps normal 40% du PIB, soit deux fois celui de l'industrie et de l'agriculture réunis, ce secteur peut permettre de créer des emplois en ces temps difficiles. C'est pourquoi le ministère et la chambre sont aujourd'hui pleinement engagés dans cette stratégie de relance de l'industrie touristique.

ECONEWS est une tribune de l'entreprise. Vous pouvez donner votre avis, autant critique que favorable, il en sera tenu compte de la manière la plus efficace. Econews@ccib.org

Toni Rami, Président du Syndicat des restaurateurs

« Chaque semaine plus de vingt nouveaux restaurants ouvrent dans un climat de marasme persistant, menaçant l'existence de leurs pairs et la leur propre. L'ouverture de nouveaux restaurants nécessite une réglementation stricte qui tienne compte de leur faisabilité et de leur impact sur la profession ».

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Samy Gemayel s'attaque au budget libanais : une priorité pour relancer l'emploi et l'investissement

Le vote d'un budget était au cœur d'une conférence économique de qualité organisée par le Conseil économique et social du parti Kataëb. Par cette initiative, le député Samy Gemayel a tiré la sonnette d'alarme quant à la nécessité de voter un budget après 11 ans de gel, de non-respect de la constitution et de gaspillage des deniers de l'État. C'est en présence de personnalités issues des milieux économiques et académiques que le Chef des Kataëb s'est exprimé en appelant à une politique économique de relance, à l'arrêt de la saignée dans l'administration et au vote de la loi des PPP qui encouragerait les investissements et la mise en place d'infrastructures essentielles pour le bien commun des citoyens.

Samy Gemayel ne mâche pas ses mots lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts du Liban et des Libanais. C'est ce qu'il a tenté de faire en s'attaquant cette fois au déficit des finances publiques et à la nécessité de voter un budget. Un son de cloche partagé par tous les intervenants qui ont été unanimes pour dénoncer à leur tour l'inacceptable. Quels sont les meilleurs moyens de stopper le creusement du déficit public sans peser sur la croissance ? Quelles réformes doivent être mises en place ? Des sujets brûlants de la conférence « Le budget libanais entre la mise en oeuvre et la technique » tenue au siège du parti Kataëb à Saïfi, le 26 janvier dernier.

Cet événement a rassemblé l'ancien ministre de l'Économie et du Commerce, Alain Hakim, le secrétaire général du Haut-Conseil de la privatisation, Ziad Hayek, le Doyen de la Faculté de Gestion et de Finance de l'Université La Sagesse, Rock Antoine Mehanna, le membre du conseil exécutif du Syndicat des enseignants, Majid Al Aili et l'avocat fiscaliste, Karim Daher. Étaient aussi présents, les présidents respectifs de l'Association des Commerçants de Beyrouth, Nicolas Chammas, de la Franchise libanaise, Charles Arbid, du Conseil économique et social, Roger Nasnas, de Berytech, Maroun Chammas, Roger Zaccar représentant Max Zaccar, le président de l'Association des Compagnies d'Assurance du Liban ainsi que les vice-présidents de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, Gaby Tamer et Nabil Fahd, l'économiste Jad Chaabane, le directeur du département de recherche du groupe Byblos Bank, Nassib Ghobril ainsi que le directeur général adjoint du Credit Libanais, Alexandre J. Salem représentant le président de l'Association des Banques libanaises, Joseph Torbey.

Dans son allocution d'ouverture le Chef des Kataëb a déploré que l'absence d'un budget signifie l'absence de vision et d'objectifs et par conséquent plus de dépenses. « Il est nécessaire de voter une loi de finances (pour l'exercice 2017), incluant une stratégie claire pour contenir la hausse de l'endettement public, si l'on veut éviter une catastrophe économique ».

Samy Gemayel a souligné que le but du budget devrait être la lutte contre le chômage en créant des opportunités de travail par l'encouragement des investissements. « Pas d'emploi signifie pas de croissance ». Encourager l'emploi empêcherait aussi l'accroissement de la pauvreté et des inégalités. Il a surtout déclaré son opposition à «toute augmentation des taxes sur le contribuable et le secteur privé car cela pourrait être fatal dans la conjoncture présente », soulignant que la solution serait d'arrêter la saignée dans l'administration publique, l'expansion de l'économie afin d'aggrandir l'assiette des revenus sans ajouter de charges supplémentaires, d'assurer une stabilité sécuritaire et politique et une infrastructure aidant à l'investissement.

Le piège de la dette publique

Citant les chiffres du ministère des Finances, le président du Conseil économique et social des Kataëb, Jean Tawilé a déploré : «En 2015, les dépenses publiques ont atteint 13,53 milliards de dollars, contre seulement 9,58 milliards de recettes. Ces recettes n'ont servi à couvrir que les deux principaux postes de dépenses

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

publiques, à savoir les salaires et le service de la dette qui totalisaient 9,38 milliards de dollars ». Cela signifie que l'État ajoute au poids de sa dette toutes les autres dépenses, notamment les transferts du Trésor à Electricité du Liban (EDL). « Le déficit budgétaire s'est élevé à 4 milliards de dollars en 2015 et le fait qu'il soit financé par la dette devient une spirale infernale de laquelle il faut absolument sortir surtout lorsque l'on voit l'évolution du service de la dette qui représente près de 34% du Budget ». Au niveau des dépenses de l'État «les Kataëb souhaitent avant tout le vote d'un budget en vue d'un élargissement de l'assiette fiscale, d'un meilleur contrôle du gaspillage et d'une lutte efficace contre la corruption dans l'administration, ce qui permettrait de récupérer des moyens qui seraient reversés à bon escient notamment dans des réformes indispensables ».

Concernant la grille des salaires dans le secteur public, le parti est favorable mais à condition que de véritables réformes dans l'administration soient mises en place. Pour l'économiste Jad Chaaban, le débat sur les moyens de financer la nouvelle grille des salaires ne peut justifier sa non-adoption lors du vote du budget. « Le relèvement de la grille des salaires est nécessaire pour compenser la hausse du cout de la vie » mais en même temps il devait plaider la nécessité d'une rationalisation de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique.

Un avis que ne partagent pas les organisations économiques. Charles Arbid, le président de l'Association de la franchise libanaise (AFL) a rebondi : « Est-ce possible d'augmenter les salaires dans le public sans le faire pour le privé ? » s'est-t-il interrogé, en soulignant que, les organisations économiques ne sont pas contre les augmentations légitimes dans le secteur public mais pas de ceux qui ne travaillent pas. « Nous ne sommes pas contre car ces derniers reverseront leurs fonds en consommation dans le secteur privé mais nous souhaitons que le financement de cette grille se fasse avec l'argent de l'EDL dont on gaspille près de 2 milliards de dollars par an ». Même son de cloche pour le président de l'Association des commerçants de Beyrouth (ACB) qui s'est attardé sur le budget tout en saluant le point de vu des Kataëb. « Le budget est très important à condition qu'il soit bien construit » prévient-il. « Entre pas de budget et un mauvais budget, je plaide pour un non-budget » a martelé Nicolas Chammas s'inquiétant des 27 hausses d'impôts ou de taxes que prévoit le ministère des Finances. Un poids sur le contribuable, sous le fardeau duquel le Liban ne se relèvera pas.

Justement, dans son avant-projet de budget pour l'exercice 2017 – transmis le 26 août au Conseil des ministres, mais toujours pas inscrit à son ordre du jour –, le ministre des Finances, Ali Hassan Khalil, prévoit l'introduction de 27 nouvelles mesures fiscales devant théoriquement générer 1,61 milliard de dollars de recettes supplémentaires. Celles-ci devraient notamment servir à financer l'adoption d'une nouvelle grille des salaires dont le coût est estimé à 796 millions de dollars pour l'exercice 2017.

Prévenant à son tour que la dette publique a atteint 70,3 milliards de dollars fin 2015, Nassib Ghobril, le directeur du département de recherche de la Byblos Bank met en garde : « En l'absence de réformes structurelles, le Fonds monétaire international prévoit une hausse de 37,3 % de la dette publique libanaise en quatre ans, à 103 milliards de dollars ».

Des réformes structurelles pour de meilleures infrastructures

« L'État devrait solliciter le secteur privé pour améliorer les infrastructures du pays dans le cadre de partenariats public-privé en vue d'encourager les investissements et la création d'emplois », a recommandé le secrétaire général du Haut Conseil de la privatisation, Ziad Hayek. Notons que des raisons politiques ont jusqu'à présent empêché de voter les deux projets de loi sur les PPP préparés en 2007, puis en 2010 par le Haut Conseil de la privatisation. « Les PPP sont utilisés par la plupart des pays pour financer leurs grands projets d'infrastructure. Le Liban a besoin de plus de six milliards de dollars pour des projets d'infrastructures prioritaires, capables de créer plus de 210 000 emplois, dont 80 000 pour les jeunes, en cinq ans », explique Ziad Hayek. « Si on règle le problème de l'électricité, l'État sera en mesure de relever la grille des salaires sans hausser les taxes ; L'État ne peut pas continuer à se tourner vers le secteur privé seulement quant il a besoin de financement », a avancé Charles Arbid.

Les recommandations de cette conférence seront remises au Parlement libanais afin de trouver un moyen de rassembler le plus grand nombre autour d'une véritable réconciliation économique et fiscale.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

It is all possible

*by Annalisa Fedelino**

For the second year in a row, the number of tourists visiting Lebanon has topped 3 million. They are lured by the country's historical sites, great food and social scene, as well as by their curiosity to experience the multicultural milieu that makes Lebanon such a unique place, not only for the Middle East, but the entire world.

As of last June, tourists can move around more easily, taking advantage of the new city transit system that has helped make Beirut one of the most accessible and livable cities on the Mediterranean.

Traffic jams and piles of trash, so common only a decade ago, are now long gone. The country has been doing well politically and economically, growing by an average of 5 percent per year in the last five years alone. Elections are taking place within constitutional deadlines and under modern electoral laws. More and more jobs are being created every year, especially for new university graduates who now increasingly prefer to remain in Lebanon rather than emigrate abroad. Opportunities abound in the ever growing service sector (tourism and health care are just two examples), the technology sector and agribusiness.

Lebanon has climbed up the rankings of countries defined by their openness, ease of doing business and innovation. The government has passed a range of groundbreaking legislation that has modernized public administration and created a proper pension system and post-retirement health service for all its citizens. A series of infrastructure projects – a rehabilitated railway system, new bridges and overpasses, a new road network to better connect Lebanon to the rest of the Arab region (and beyond), as well as waste treatment facilities and electricity power plants – have successfully matched the private sector's ingenuity and managerial skills with the public sector's vision for improved service delivery.

> "LEBANON HAS CLIMBED UP THE RANKINGS OF COUNTRIES DEFINED BY THEIR OPENNESS, EASE OF DOING BUSINESS AND INNOVATION."

Progress is perhaps most tangible in the major cities, yet the scope and benefits of Lebanon's new projects have spread throughout the country, empowering local governments along the way. Internet speed and costs are among the most competitive regionally, and electricity is

efficiently produced and now partly exported to neighboring countries. The offshore gas and oil sector, after an unsteady start, is now properly regulated and transparently managed. And after years of investment, proceeds from Lebanon's natural resources have now started to flow into the government's coffers. They will partly be used to fund additional capital projects, and partly to reduce the government's public debt – creating a virtual circle of lower budget deficits, lower debt and interest rates, and more fiscal space to strengthen public services and create an environment where the private sector can flourish, boosting growth and job creation.

** Annalisa Fedelino is an advisor in the Middle East and Central Asia Department of the International Monetary Fund and mission chief to Lebanon*

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

It all started about a decade ago…

After a long political impasse, significant changes and reforms were implemented starting in early 2017. The first step was a government of national unity – one that, although short-lived in the run-up to long overdue parliamentary elections – paved the way for progress that subsequent governments embraced and expanded upon.

The first budget in over a decade was discussed and approved in 2017 – and since then, annual budgets have become the norm once again. The government also took some courageous steps. As public debt moved toward 150 percent of Gross Domestic Product (GDP), a package of measures was implemented – starting with fuel taxation that capitalized on low domestic oil prices. This fiscal adjustment came at a cost, particularly as the economy had been weakened after years of political uncertainty and major regional shocks – chief among all, the Syrian crisis and associated refugee flows. At the same time, however, the renewed policy effort also helped revamp confidence, as the Ministry of Finance – supported by the whole government – clearly communicated its strategy and committed to providing better services to taxpayers.

Regulatory authorities were finally activated and empowered – starting in the telecommunication and electricity sectors. A new Public-Private Partnership Law, in line with international standards, was approved after languishing in parliament for many years, creating a modern legal and regulatory framework for the public and private sectors to work together in planning, executing and managing projects. And in a positive nod to the future, Lebanon also became a member of the Extractive Industries Transparency Initiative, underscoring its commitment to transparency and accountability in managing Lebanon's then nascent offshore wealth.

As change became visible and gained momentum, confidence started to recover. And the international community – perhaps heartened by the resolve of Lebanon's revitalized policy-making framework – added to its ongoing support by providing large and reliable multi-year funding to cover the long-term costs of hosting the refugees.

We will only know in a decade's time whether the story above is a snapshot of reality or mere fiction. But it is all possible. Lebanon has the potential and the capacity to become a beacon of progress and prosperity. The moment is now, starting by setting aside divisions and embracing a sustainable future that will benefit all.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

The Future of Mediterranean Tourism

Mohamed Choucair and Taleb Rifai.

The Association of Chambers of Commerce and Industry of the Mediterranean (ASCAME), represented by its Chairman, Mohamed Choucair, and the World Tourism Organization (UNWTO) , represented by its Secretary General, Taleb Rifai, signed a collaboration agreement for the development of sustainable tourism in the Mediterranean region. As acknowledged by the United Nations Organization for the Promotion of Tourism (UNWTO), the private sector plays a key role in achieving its objectives and, therefore, working closely at the regional level is essential. The two organizations continue to work together on strategic activities that promote responsible tourism, a sustainable regional development engine and catalyst for positive change.

On that occasion, President Choucair delivered a speech in which he confirmed the commitment of ASCAME for the consolidation and expansion of tourism in the Mediterranean.

"The agreement we are signing today between the World Tourism Organization and the Association of Chambers of the Mediterranean crowns our cooperation with the Organization which has been strengthening ever since. It stems from the mission of the partners themselves; therefore, it is high time to give it the right place in the framework of the Chambers' activities.

The Mediterranean is, by its history, the flagship of the World Tourism Organization, the region which has experienced the greatest tourism attraction in the world. Its center of gravity is Spain with its universal vocation «the Empire on which the sun never sets».

The mission of the Chambers is to develop the economic activity. With the economic progress of the region, tourism sector seems to be promising the greatest development. ASCAME, the association of Chambers of the Mediterranean and their adviser, is certainly part of this movement.

Tourism has suffered initially from the global crisis like all economic sectors. However, thanks to the wisdom of the States, purchasing power in general has been maintained, and tourism can hope for rapid growth, contributing thus to the development of the region.

Cooperation between our two institutions must support this movement. The strategy adopted draws heavily on the knowledge economy. Article 2 of the MOU advocates for information sharing, participation in activities, organization of seminars on the subject matter, as well as initiation of projects for creating a tourism synergy within the framework of the Mediterranean."

http://www.ascame.org/fr/lomt-et-lascame-cooperent-en-faveur-dun-tourisme-plus-durable-comme-catalyseur-de-changement-en

Lebanese Brazilian
Business Council

Promoting Business

Sharing Culture

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

The Lebanese Bulgarian Business Council to consolidate cooperation between enterprises

LEBANESE BULGARIAN BUSINESS COUNCIL
تجمع رجال الأعمال اللبناني البلغاري

The creation of the Lebanese Bulgarian Business Council (LBBC) in 2016 predicts a new era of economic cooperation between Lebanon and Bulgaria. The LBBC was established under the Memorandum of Understanding signed between the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut and Mount Lebanon (CCIA-BML) and the Bulgarian Chamber of Commerce and Industry (BCCI) to strengthen economic and trade relations between the private sectors of the two countries.

"Since the establishment of the diplomatic relations between Lebanon and Bulgaria in 1966, they can be described succinctly in two words – friendship and cooperation. Bulgaria and the Bulgarians are well acquainted with Lebanon through the numerous Lebanese who graduated from Bulgarian universities, but also through the Lebanese investors that have been contributing to the development of the Bulgarian economy, as well as through the multiple mutual cultural exchanges and shared traditions with common historical roots. Lebanon and the Lebanese people know well Bulgaria through tourist visits to our Black Sea resorts as well as from the established and vibrant Bulgarian diaspora in the country". These words are those of H. E. Petko Dimitrov, displayed on the official website of the Republic of Bulgaria, Ministry of Foreign Affairs.

Rabih Sabra, Naji Mouzannar, Sarkis Boudakian, Mohamed Choucair, Ahmad Alaeddine, Nizar Dalloul, Fadi Darwiche, Rayan Kouatly and Guenady Ragi.

Bilateral trade exchange

Trade exchange between Lebanon and Bulgaria witnessed some improvement in 2016, still they need to be fostered and form a priority objective for the LBBC. Imports from Bulgaria accounted for 0.7 % of total Lebanese imports in 2016, while Lebanese exports to Bulgaria represented only 0.4 % of total Lebanese exports. The Lebanese trade balance with Bulgaria has been negative since 1993. In 2013, the trade deficit reached a record high value of USD 227 million in 2013, but declined to USD 110 million in 2016 due to lower imports from Bulgaria. Major exports from Lebanon in 2015 included copper and articles thereof (87%) and machinery (4%). On the other hand, the main Bulgarian imports were fuel derivatives (41%), cereals (10%), and dairy products, birds' eggs and natural honey (8%).

Several economic and trade agreements have been signed during the past years in diverse sectors including: convention on the avoidance of double taxation and prevention of tax evasion on income and capital in 1999; agreement to activate and protect mutual investment in 2001 and trade agreement on international road transport of passengers and goods in 2004.

ECONEWS had the opportunity to interview the two main artisans of the new economic dynamics, Bulgaria Ambassador H. E. Mr. Petko Dimitrov, and the president of the Lebanese Bulgarian Business Council (LBBC) Mr. Ahmad Alaeddine.

Petko Dimitrov: Economic and trade relations witness a steady progress

What is the relevancy of establishing LBBC?

Definitely, the establishment of the Lebanese Bulgarian Business Council is an important achievement to strengthening the relations between Bulgaria and Lebanon at economic, trade and ▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

investment levels. Seizing this opportunity, I would like to express my sincere appreciation and thankfulness to President Mohamed Choucair and Director General Rabih Sabra for their full support as well as to the President of the LBBC Ahmad Alaeddine and co-founders members of the Lebanese Bulgarian Business Council for their efforts and contribution to its creation.

What are your insights regarding the level of economic cooperation between Bulgaria and Lebanon?

Indeed we have celebrated in 2016 the 50th anniversary of the establishment of diplomatic relations between Bulgaria and Lebanon. Based on the figures, the bilateral economic and trade cooperation between our two countries is facing a steady progress. The trade exchange witnessed around 36% increase in 2016 (131 million USD) in comparison to the previous year. Bulgaria is a well known touristic destination, and for the Lebanese people, my country is mostly famous for its summer resorts, but nowadays the number of visitors to Bulgaria for winter sports, SPA and wellness as well as hunting tourism, have increased remarkably.

How do you assess the business climate in Bulgaria for investors?

Bulgaria has an excellent business and investment climate. According to the World Bank estimates, the economic growth for 2016 is 2.7% (3.1% according to European Commission assessment) and about 2.9% for 2017, while the average economic growth in EU is 1.8%. The GDP continues to increase by 3% on yearly basis. Bulgaria is the second country in the EU regarding the growth of the GDP (3.4%) during the 3rd quarter of 2016. There is a potential for fast developing cooperation to foreign partners, especially in IT and telecommunication sector, real estate, food and beverages, fashion and textile products, and construction materials. The fastest growing sector in Bulgaria is Outsourcing with more than 20% of annual increase in companies' profits, and is expected to reach 6% of GDP until 2020. Bulgaria's membership to EU and NATO, as well as the most competitive business costs in the EU (low tax rates and cheap labor) represent excellent incentives for business and investments in Bulgaria.

Ahmad Alaeddine: Active preparations on the way for the Bulgarian Week in Lebanon 2017

As president of the LBBC, What are the council main concerns and priorities for the upcoming period?

The Council aims at building strategic partnerships between businesses in Lebanon and Bulgaria within the goal to enhancing the trade exchange and cooperation between business communities to reach wider competitive markets. Therefore, our main concern for now is to set up the needed policies and plans that help in establishing such strategic partnership with particular attention to neighboring Gulf & European Markets. In fact, the Council's board is composed of a group of prominent businessmen representing diversified sectors and we are capitalizing on their clear interest and will in promoting business relationships between Bulgaria and Lebanon on all levels.

On the same note, we reiterate that the Lebanese Bulgarian Business Council key objectives consist of strengthening bilateral trade partnerships, establishing balanced economic relations, contributing to remove obstacles that may hinder trade relationships, encouraging bilateral cooperation agreements, promoting mutual business opportunities, facilitating contacts, information and generally exchange of know- how and expertise between the Lebanese and Bulgarian business communities.

What are the council main achieved milestones so far and what would be the roadmap for 2017?

Within the inception of the LBBC, we have initiated actively some contacts in Bulgaria in order to complete the board panel from the Bulgarian side under the umbrella of the Chamber of Commerce of Bulgaria. The official launching of the LBBC that took place in April 2016, was followed by a business delegation visit to Sofia organized jointly by the LBBC and the Chamber of Beirut and Mount Lebanon on 25 and 26 of April 2016. The program involved interactive meetings in the framework of the Business Forum organized by the Bulgarian Chamber, followed by formal visits to the Deputy Minister of Trade, Deputy Minister of Tourism and the Economic Advisor to the President of the Republic of Bulgaria.

We are pleased also to announce that we have started preparing for the Bulgarian Week in Lebanon for the year 2017. This large event is expected to involve a high level businessmen forum, business matching meetings and a wide exhibition for the Bulgarian companies. We hope that all activities and initiatives led by the LBBC on the short and medium terms would reflect gradually but positively and steadily on the economic and business relations between Lebanon and Bulgaria.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

News from the CCIA of Tripoli and North Lebanon

The Chamber of Tripoli & North Lebanon hosted the businessman and head of the National Dialogue party (Al-hiwar Al-watani) Fouad Makhzoumi and the accompanying delegation in the presence of the president of the Chamber Toufic Dabboussi and members of the board, syndicate and municipal representatives, business leaders, heads and members of economic authorities and social bodies, bankers, and representatives of civil society associations.

In his welcoming note, Dabboussi underlined common concerns between the schemes of the Chamber and Makhzoumi to achieve economic development through establishing constructive economic cooperation that would eventually meet community needs since economic development must be at the service of society. Dabboussi stated that "when we refer to Tripoli as the economic capital of Lebanon and the Arab world, we rely on our vision and realistic readings of history, geography and its strengths represented by its economic and investment facilities". He further added "our views and schemes have been concretized through several projects hosted by the Chamber, some of which are based on partnerships with institutions and unions of liberal professions and institutions of the civil society". He pointed out to the hosting of the business incubator- BIAT and its achievements, in addition to services provided through the sophisticated project in the framework of preserving food safety, namely the quality control laboratories as well as the rehabilitation, training, and research &development centers.

For his part, Makhzoumi stressed on the economic importance of the northern region as a promising investment area in view of its potentials for growth, especially with the presence of port of Tripoli and other economic facilities in the city, in addition to its strategic location. He pointed out how the political interference in Tripoli contributed to the setback of its growth.

Makhzoumi commended the positive step put forward by the Prime Minister Saad Hariri to resolve the crisis of the displaced Syrians in Lebanon, by granting them work in the sectors of construction and agriculture in exchange for funds for the rehabilitation of infrastructure in Lebanon, which will serve the displaced and Lebanon at the same time.

Makhzoumi draw the attention to the need to put an end to unemployment in the North, as well as in all the Lebanese regions, and the need for enhancing cooperation between the Chamber of Tripoli & the North and the civil society to advocate for a true change towards building a better economic future.

He declared that he will discuss during his visit to Moscow next Tuesday the role of Lebanon, specifically the role of Tripoli in the reconstruction of Syria, pointing out to the possibility of establishing large and effective cooperation with the Chamber of Tripoli & the North.

The visitor and the accompanying delegation then toured the Chamber's projects: business incubator – BIAT, quality control laboratories, the center for continuing education for dentists, and the training, rehabilitation, research and food industry development centers.

Thereafter, Makhzoumi and Dabboussi and the accompanying delegation visited the port of Tripoli, where they were received by the port director, Dr. Ahmed Tamer who confirmed the readiness of the port of Tripoli to keep up with contemporary challenges in the transport sector. "We have made great achievements towards developing docks' capacities to be able to receive giant container ships, and we are looking forward to greater achievements in the field of rehabilitation and infrastructure projects" Tamer said. He also added that other projects on the pipeline will be funded by the Islamic Development Bank.

Makhzoumi also visited the special economic zone adjacent to the port of Tripoli.

LAU
الجامعة اللبنانية الأميركية
Lebanese American University

Chamber of Commerce, Industry & Agriculture in Sidon & South Lebanon

"Empowering the community through Adult training services."

OVER 12 PROGRAMS INCLUDING:

Project Management (PMP®), Food & Safety, Professional Fitness Diploma, Education workshops

OTHER CERTIFICATES:

- Business & Finance
- Law & Justice
- Human Resources
- SAT Courses
- Soft Skills
- Entrepreneurship
- Professional English

NOW OFFERED IN

SOUTH

OF LEBANON

AT THE CHAMBER OF COMMERCE SAIDA

Kindly contact us for more information, or check us out online at cep.edu.lb

T +961 07 720 123 [Ext. 102] **E** bsabeayoun@ccias.org.lb

CEP LAU CONTINUING EDUCATION PROGRAM

T +961 1 786 456 [Ext. 1805] **E** cep.beirut@lau.edu.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Food industries in the South: Quality enhanced by Food Industry Unit

The Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Saida and South Lebanon organized, in cooperation with the Industrial Research Institute (IRI) and the Euro-Lebanese Center for Industrial Modernization (ELCIM), a workshop on the technical support for food industries provided by the Food Advisory Unit. The workshop was attended by the Chamber's president Mr. Mohamad Saleh, Mr. Naji Abi Zeid, ELCIM Director, and representatives of the food industry in Sidon and the South.

Mohamed Saleh, President of the Chamber of Saida & South Lebanon

In his speech the Chamber's president Saleh pointed out to the technical restrictions related to quality and standards that form a major factor for facilitating or blocking the flow of trade, especially with regard to agricultural and food products. He also declared that the economy in the South is based on small and medium enterprises, especially in the field of craft, food and agricultural industries, and that the Chamber is seeking to strengthen cooperation between the competent institutions and the private sector in the field of research for the development of quality production in all industrial, agricultural, and information technology sectors.

Saleh noted that the Chamber has signed a number of agreements, including the agreement with the Food Advisory Unit, aiming at launching programs and initiatives for expanding the scope of cooperation to include practical and measured actions so as to encourage investment in developing industrial sectors that the demand for their products is increasing in both domestic and global markets.

The IRI representative Mr. Naji Abi Zeid, explained the objectives of the workshop. He also stressed the importance for the development of food industries and the technical and marketing mechanisms required for its support.

ELCIM consultant Mr. Fadi Fayyad, presented the technical support developed by the Food Advisory Unit in cooperation with a number of specialized centers and universities. This document tackles the development of agro-food SMEs in the South to become more competitive through the improvement and diversification of their products and processes at technical, marketing and managerial levels.

Need to learn all about FOOD SAFETY?

ATTEND OUR TRAINING

The Lebanese Food Safety Training Center, launched in the presence of Ministers of Health, Economy & Trade, Industry and Environment within the Chamber of Commerce, Industry & Agriculture of Beirut & Mount Lebanon, provides training courses on food safety in collaboration with Boecker and GWR Consulting.
If you are working in kitchen of restaurants & hotels, food sections in supermarkets, or food industries, this training is certainly for you. It encompasses the following key topics:

- Definition of food safety
- Contamination risk
- Food poisoning and diseases transmitted through food
- Importance of personal hygiene
- Importance of pest control
- Cleaning and disinfection and differences between the two processes

To register, please fill out the application form available on the Chamber website:
www.ccib.org.lb
For further information, call 01-353390; Hotline 1314 Ext 115

LEBANESE FOOD SAFETY TRAINING CENTER

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Training Organizations

In collaboration with

Sponsored by

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Zahle, an urgent need for an environmental highway

By Youssef G. Geha*

Linking Beirut to Zahle and the Bekaa is of prime importance for the national economy. It is no longer tolerable that road travel between the capital and the inner Bekaa region with its significant economic contribution, is constrained to a single road, the Dahr al-Baydar road. This chronic issue needs to be solved to ease the pressure on the old road which is fed by North, South and Coastal highways. Furthermore this concentration of traffic has had a negative impact on life of people in the towns and villages along the Dahr al-Baydar road. It is thus essential to have an additional environmentally friendly highway (20 minutes from Beirut) linking the coastal regions to the Bekaa to facilitate both internal and external transport of people and goods.It is also recommended to have rail transport running in parallel (could be electrical) and which would not be costly in view of the low gradients.

We suggest that the highway starts from Beirut beltway and specifically from Dora (Geant compound) through the valleys towns: Hazmieh - Mansourieh - AinSaadeh – Beit Meri- Broummana ... up to Tarchich then Tweeta (Zahle), where we propose the establishment of a small tunnel leading to the Bekaa, the economic zone, and the dry port in the central Bekaa that we have proposed previously in the areas of (Tweeta or Ta'nayel or Hwash Zahle ...). These are designed to relieve the capital and the port of Beirut and other Lebanese harbors lacking space. These combined capabilities will be competitive in terms of price or space after the creation of the dry port in the Bekaa, accommodating thus a lot of goods and storage operations.

The development of a dry port in the Bekaa linked to the economic zones is essential and vital nationally and strategically.

**Director General of the Chamber of Zahle and the Bekaa*

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

As such, it promotes economic development locally and is crucial for the development of nearby and remote markets. The European highway via Turkey and Syria (crossing Aleppo and Homs) ... all way to Lebanon is connected to the Arab highway in central Bekaa, specifically in the area of Zahle. For this, it is of prime importance to prepare an appropriate foundation and have a national strategic vision on this matter and remove obstacles that may prevent Lebanon benefitting from this opportunity and improving its competitive potential (establishment of a free Arab trade zone) as well as its attractiveness to regional and international trade.

The first obstacle to encounter is the issue of financing. The construction of sophisticated roads and railways requires expensive infrastructure. It is proposed that projects be implemented in joint ventures between the public and private sector &/or through BOT against royalties or companies committed to execute the project for against the use of the extracted resources of rocks, sand and water and other ... With regards to land expropriation, it is the responsibility of the government; however, no major expropriation is foreseen due to the fact that the environmental highway is crossing public domain, communal properties and spacious lands that could be expropriated based on law of free quarter.

We strongly believe that it is necessary to seek financing from the European Union and the Gulf States through this development and cooperation project (Euro-Mediterranean Arab project), which is beneficial for all involved, as the proposed rail line would reduce time and cost of transport between Europe and the Arab countries. Railway lines construction and operation across the Middle East and North Africa is part of the economic development that the European Union advocates for their implementation through the subsidiary agreements of the Euro – Mediterranean partnership. This development project will thus create new job opportunities, and as such it fits into the context of reducing economic migration to the European Union countries; the contribution of rich Arab countries towards this project would alleviate the pressure on them by the international community regarding their limited support for joint international development project.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

EU Market Access Requirements for Agricultural Products

The EU is one of Lebanon's major trading partners, with a trade balance that is in favor of Europe (- 4 billion dollars in 2015). However, there are extensive market opportunities for countries like Lebanon in the European market.

From Lebanon's perspective, there are two important differences among the 27 member countries of the European Union. The first is the large variations in the size of member countries in terms of their domestic markets and importance of external trade to their economies; the second is the considerable variation in consumer purchasing power across the countries. Under these conditions, Lebanese exporters have a wide range of market opportunities when looking for markets of different sizes, openness to foreign trade, and with consumer preferences for either high-end products or products that are more directed towards mass markets.

Within the framework of the Netherland support to Lebanon for increasing its exports to the EU by virtue of the Memorandum of Understanding signed on May 3, 2016 {Econews issue #62, p.17}, and as a follow up of the first workshop held on October 10th, 2016 on "How to tap EU market", the Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon (FCCIAL) organized a two-day training workshop[1] (16-17 Dec 2016) on "EU market access requirements for agricultural products" at the Chamber of Beirut and Mount Lebanon and gathered Lebanese entrepreneurs in the agri-business sector.

The workshop aimed at informing Lebanese exporters of agricultural products on the various promising opportunities in the EU market.

Following the opening note by CCIA-BML Director General, Rabih Sabra, D.J Zegelaar, CBI senior expert, introduced the Centre, its mission and objectives, its programs and projects. CBI provides support to SMEs through individual export coaching and group training on all issues that are critical to successfully export to the European market. Supported by a CBI sector expert, these SMEs develop and implement an Export Marketing Plan and work on key actions to improve their products, services and/or production processes, implement standards and acquire the necessary certifications for a successful European market entry.

On the first day, the training provided key information on EU market structures, regulations and business practices with focus on EU demand for agri-food imports (high value added exports) in dynamic markets.

Trends in EU agri-food imports: High and growing demand

The EU demand in agri-food imports has been strong, and is projected to grow by 3.5% in the medium term, particularly in its response to changes in consumer eating and food habits and changing population and incomes. Among product categories showing strong demand prospects are fruits & vegetables (fresh and

1 This workshop is jointly organized by the Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture of Lebanon (FCCIAL), the Investment Development Authority of Lebanon (IDAL, the Netherlands Embassy in Beirut, Lebanon, and executed by the Centre for the Promotion of Imports from developing countries (CBI) from the Netherlands. The training was conducted by CBI team of experts: Mr Dirk-Jan Zegelaar - Sr Programme Manager at CBI, Mr Jos Leeters- Specialist in marketing and trade in international horticulture, and Mr Eric Bentsil Quaye - Specialist in EU Market Access Requirements.

2 www.cbi.eu The Centre for the Promotion of Imports from developing countries is part of the Netherlands Enterprise Agency commissioned by the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands. CBI contributes to sustainable and inclusive economic development in developing countries through the expansion of exports from these countries to Europe. Established in 1971, CBI is active in over 35 countries and in more than 25 sectors.

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

processed). Other major imports showing strong demand prospects are prepared vegetables and fruits. Though promising and big, the market seems competitive and difficult. Latest data show that of over 50 million tons of fresh fruits consumed in Europe, imports from outside EU were between 25 to 30%.

Fruit & Vegetable value chain analysis and findings indicate that fruit exports to the EU amounted to €1.9 million (out of 47.9 million) in 2014, while vegetable exports to the EU valued €1.3 million, representing respectively 4% and 2% of total Lebanese exports.

Facts and figures

Current Lebanese fruit and vegetables exports

- € 107 million value in 2014 (€ 84 million in 2011)
- 60% fruit
  1. Apples
  2. Oranges
  3. Grapes
- Strong growers are apricots, plums, cherries, bananas and avocados
- 40% vegetables
  1. Potatoes
- Leafy vegetables, beans and cabbages are strong growers

Lebanon's main competitors in the EU market are: Spain, € 7.1 billion fruit and € 5.4 billion vegetables per year, with an annual increase of 10%; Turkey, € 2.1 billion fruit (of which 50% nuts) and € 268 million vegetables in 2015; Morocco, almost € 1.0 billion vegetables and € 550 million fruit in 2015, with an average growth over 10%; Egypt, € 304 million fruit and 309 million vegetables in 2015; Occupied Palestine (Israel), € 313 million fruit and € 176 million vegetables in 2015.

Export opportunities in the EU market have been identified for export of four products for which European demand is high and growing, namely: avocadoes, citrus, table grapes and potatoes. Challenges to the realization of the country's export potential have been identified, and participants were engaged in a dialogue about the various options to encounter difficulties and obstacles, and proposed options for solution which included training producers, exporters and packers through local training institutions, updating national quality standards taking into account quality requirements of European buyers, and the design of a national promotion strategy and action plan for the European market.

Market access requirements are those needs that providers have to fulfill to enter a market and maintain in that market

While the EU market offers enormous growth opportunities for Lebanese exporters, its regulatory environment has strict controls that are largely aimed at protecting consumers and the environment. Requirements covering security, technical, sanitary, phyto-sanitary, environmental and other regulations are generally harmonized among EU member countries. General regulations cover food and feed safety, environmental protection, marketing standards, product safety, technical standardisation, packaging and labeling.

In order to have a far better understanding of what European buyers and consumers want, the training tackled procedures and rules to follow when exporting Lebanese products to EU market, particularly for enhancing the quality of products along the value chain through the improvement of quality control processes and sanitary and phytosanitary (SPC) compliance.

Musts

Requirements you must meet in order to enter the market, such as legal requirements {EU FOOD LAW}

- Food safety and traceability are top priority > legislation
- residue limits of pesticides
- hygiene
- contaminants
- labelling
- (sometimes) plant health certificate
- (sometimes) certificate of conformity with the market standards

Common requirements

Those requirements that you need to comply with in order to keep up with the market.

GAP, GMP, Food safety management and quality standards

- Good Agricultural Practices (GAP)
- in some cases Good Manufacturing Practices (GMP)
- hygiene procedures equivalent to those established in the EU
- proof: certifications
- food safety management system

Industry and product-specific requirements are available through the different resource tools (CBI website, EU Helpdesk, ITC). In just a few clicks companies can find the EU tariffs, requirements, preferential arrangements, quotas and statistics relating to imports from trade partner countries.

The workshop concluded by distributing certificate of attendance to participants.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

FRUIT LOGISTICA: the right path to access global market

Situated at the heart of Europe and in the middle of the European market, Germany has always been a commercial hub for trading between East and West, North and South. Today, Fruit Logistica is one of the world's leading innovation platforms of the global fresh produce, with 2.884 exhibitors and 70.000 visitors attending this fresh produce trade show- conference which extends over an area of 117.472 m² every year to realize their full business potential within the international fresh produce trade – and to write their own success story!

FRUIT LOGISTICA covers every single sector of the fresh produce business and provides a complete picture of the latest innovations, products and services at every link in the international supply chain. It thus offers superb networking and contact opportunities to key decision-makers in every sector of the industry.

From 8 to 10 February 2017, companies from across the entire fresh produce sector – from global players to small and medium-sized companies and organisations from all over the world - will again be present in Berlin. The entire spectrum of the fresh fruit and vegetable sector includes: fresh fruit and vegetables, dried fruit and nuts, packaging and labelling, transport and logistical systems, produce handling and storage, computer and internet solutions, cultivation systems, etc.

Since 2011, the Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon (FCCIAL) became one of the participants organising and heading a delegation of Lebanese exporters of fresh fruits and vegetables within a promotional policy developed by the Agricultural Department

and approved by the Agricultural Committee at the FCCIAL, which is composed of representatives from various concerned sectors, including the Ministry of Agriculture, IDAL, the Syndicate of Exporters and Importers of Fruit and Vegetables, as well as exporters, representatives of cooperatives and agricultural experts in the field of marketing.

The most important goal for participating in this exhibition is to provide opportunities for Lebanese exporters to promote their fruits and vegetables products.

This outstanding event has been not only a forum gathering the leaders of major fresh produce companies, it also provides an opportunity for experts and key manufacturers of fresh produce industry to be present in this international forum. Therefore the purpose of our visit is also to evaluate the current situation in international market, to learn about new varieties and modern agricultural techniques and mechanization.

Exchanging information and establishing trust become increasingly important. Establishing leads and cultivating relations is essential.

So what other better place to be in direct contact with all the right business partners than at trade fairs and exhibitions?

TASDIER

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

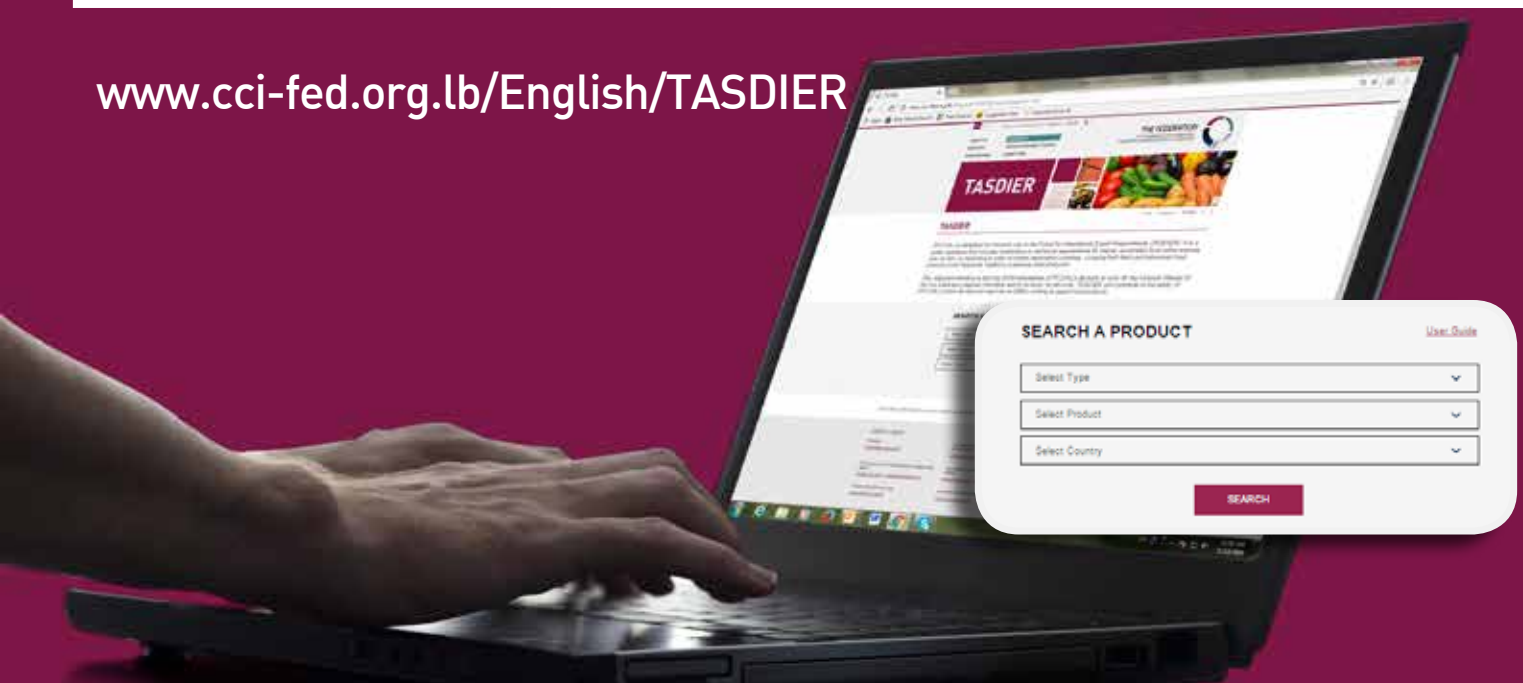
THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Portal for International Export Requirements

TASDIER helps exporters to know more about market requirements'

Visit TASDIER portal to get updated about the latest market norms and standards and technical requirements for export.

www.cci-fed.org.lb/English/TASDIER



CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | **email:** fccial@cci-fed.org.lb | **www.cci-fed.org.lb**

This Website is made possible by the support of the American people through the United States Agency for International Development (USAID).
The content of this website is the sole responsibility of the Federation of the Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon and does not necessarily reflect the views of USAID or the United States Government.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

FAU know-how at the service of agro-food industry

*Naji Abi Zeid**

To better assist agro food SMEs, the «Food Advisory Unit» (FAU) managed by the Euro-Lebanese Centre for Industrial Modernization (ELCIM) at the Industrial Research Institute (IRI) presented its program at the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut and Mount Lebanon (CCIAB), in the presence of representatives from the food industry, food services, experts and researchers, and representatives from the academia and relevant ministries.

Naji Abi Zeid, Raphael Debbané and Rabih Sabra

It has been well established by now that exporting manufactured products is vital for the overall wellbeing of the Lebanese industry in general, and the agro-food industry in particular. The aim of the FAU is to assist agro-food SMEs in the improvement and diversification of their products and processes in order to become more competitive at the regional level, and consequently increase their export potential.

Why FAU ?

The FAU is a service provider managed by ELCIM at the Industrial Research Institute (IRI) premises. It provides specialized technical services to agro-food sector, mainly by managing projects linking food

operators with local technical resources. Its long consulting experience and capacities in the fields of food production, food packaging, food safety, food quality, food analysis and food export, in addition to the know-how and resources of more than a dozen of major local universities, specialized pilot plants and research institutes in Lebanon and abroad with whom it has developed collaboration agreements, make the FAU one of the most credible tools for supporting agro-food SMEs.

The services provided by the FAU range from product and process development to food inspection analysis, food safety management and product certification, food labeling and compliance with export regulatory requirements and any other customized activity decided on a case by case basis. The FAU can even envisage the possibility of taking your projects outside Lebanon if local competencies are not sufficient.

It is simple to apply to the FAU. You just need to e-mail a request, call the FAU or fill an application, which will be established very soon on the ELCIM website (contact details below). You will be contacted by FAU experts to arrange a visit to your premises and further discuss your requests.

Your requests will be formulated into technical specifications and presented to the most competent resources in order to provide you with a budget and a timeline.

*ELCIM Director

Contacts details:

e-mail: manal.tabanji@elcim-lb.org | **Tel & FAX :** 05 465 609 | **Website:** www.elcim-lb.org

Considering its mechanism of work, the FAU has the possibility of offering the best price/quality/time efficient service and the ability of assuring an adequate implementation due to its regular monitoring system.

ELCIM Euro-Lebanese Centre for Industrial Modernisation

CiT Centre for Innovation & Technology

FOSTErinMED Fostering Solar Technology in the Mediterranean Area

WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Goverment and other national and international institutions by being:

- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | **email:** fccial@cci-fed.org.lb | **www.cci-fed.org.lb**

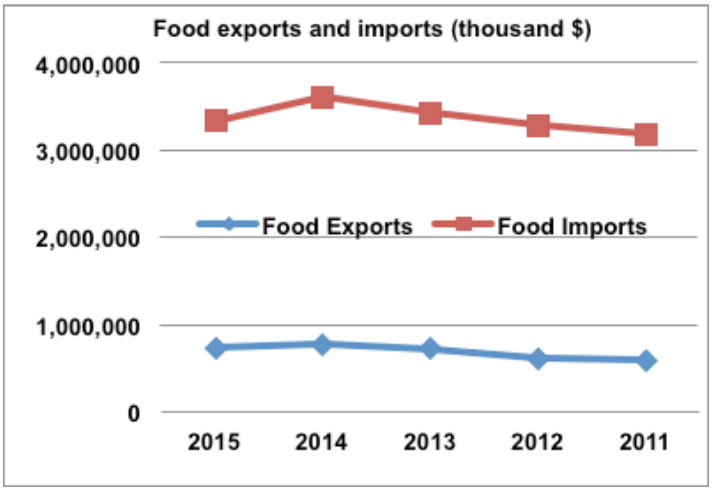
THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

Food trade gap improved in 2015

Food trade

Exports of agricultural, animal and food industry products in the year 2015 registered a decline of 6.3 percent compared to 2014, where the value of these exports amounted to 732.3 million dollars in comparison with 781.2 million dollars in 2014, while the share of these exports in the total Lebanese exports rose from 14 percent in 2011 and 2012 to 25 percent in 2014. On the other hand, the imports of animal, agricultural, and food industry products reached in 2015 about 3.34 billion dollars against 3.62 billion dollars in 2014, a decline of nearly 7.6 percent. The share of these imports in the total Lebanese imports represented 18 percent compared with 15 percent in 2012.



in thousand $	2011	2012	2013	2014	2015	2016 (11 months)
Food Exports	**581,041**	**614,060**	**729,776**	**781,162**	**732,266**	**619,963**
Total Exports	4,265,458	4,483,130	3,935,957	3,312,855	2,952,419	2,732,419
%	**14%**	**14%**	**19%**	**24%**	**25%**	**%23**
Food Imports	**3,181,306**	**3,289,216**	**3,423,852**	**3,615,677**	**3,340,377**	**2,986,874**
Total Imports	20,158,257	21,279,830	21,228,486	20,493,725	18,068,787	17,169,185
%	**16%**	**15%**	**16%**	**18%**	**18%**	**%17**
Food Trade Balance	**-2,600,265**	**-2,675,156**	**-2,694,076**	**-2,834,515**	**-2,608,111**	**-2,366,911**

Source: Lebanese Customs; Tables and charts prepared by the Centre of Economic Studies-CCIAB&ML

The food gap (from chapter 1 to chapter 24 according to Custom's Harmonized Systems HS) reached about 2.6 billion dollars in 2015, and the coverage ratio of food imports by exports reached 22 percent compared to 18 percent in 2011.

Trade of agricultural products

The gap between imports and exports of agricultural products only (from chapter 6 to chapter 14 according to HS) was approximately 726 million dollars in 2015, and the coverage ratio of agricultural imports by exports was 20.2 percent compared to 18.9 percent in 2011.

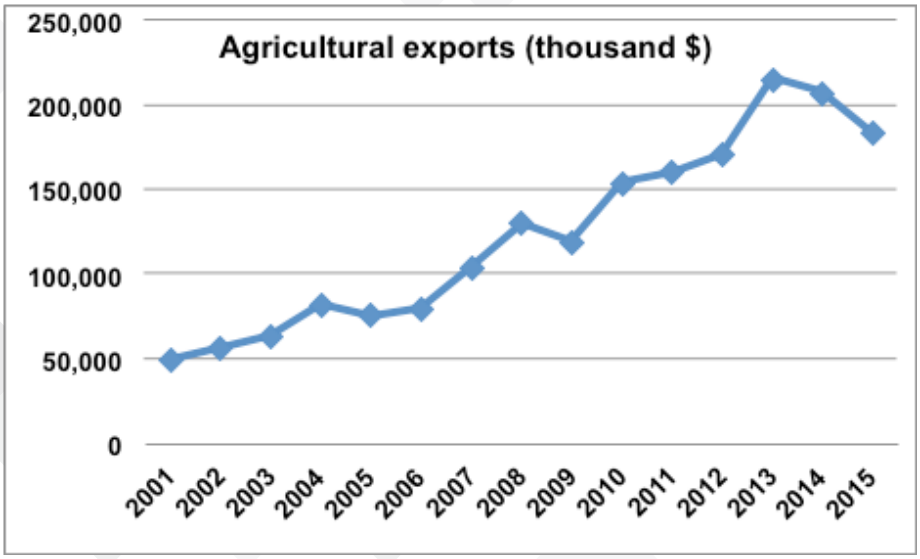
Agricultural trade				
Thousand $	**Agricultural exports**	**Agricultural imports**	**Agricultural trade balance**	**Exp./Imp.(%)**
2011	**160,584**	**849,613**	**-689,029**	**18.9**
2012	**171,242**	**867,623**	**-696,381**	**19.7**
2013	**215,697**	**922,785**	**-707,088**	**23.4**
2014	**207,396**	**966,178**	**-758,782**	**21.5**
2015	**183,675**	**909,567**	**-725,892**	**20.2**
2016 (11 months)	**167,361**	**773,056**	**-605,695**	**21.6**

Source: Lebanese Customs; Tables and charts prepared by the Centre of Economic Studies-CCIAB&ML

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

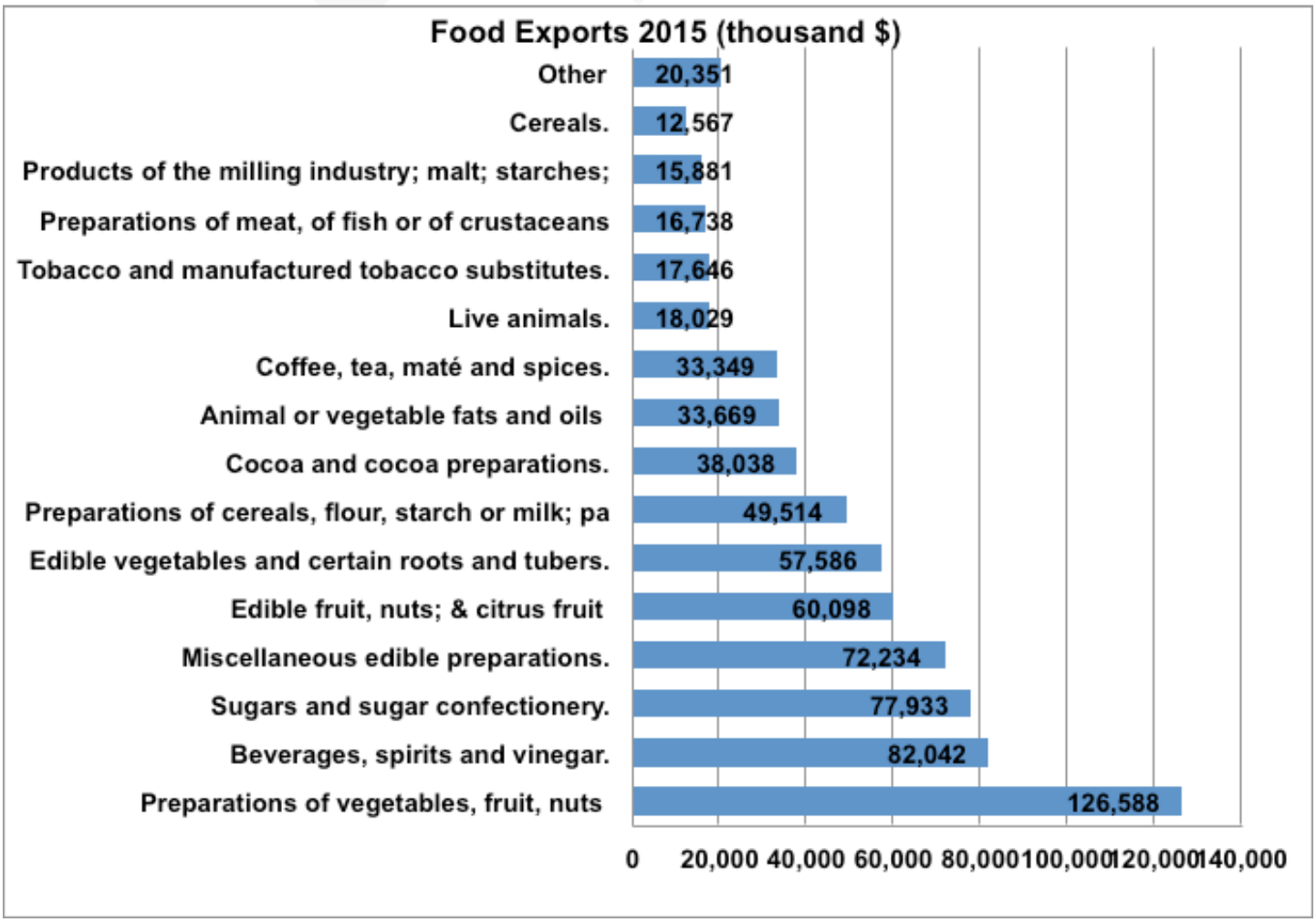
غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

The main agricultural export markets in 2015 were: Saudi Arabia (10 %), Syria (11 %), UAE (11 %), Jordan (10 %), Egypt (9 %). The top six agricultural exports were: potatoes (17 %), coffee (12 %), apples, quince and pears (8 %), bananas (7 %), citrus fruits (6 %).



The main agricultural import source markets in 2015 were: Ukraine (10 %), Russia (10 %), Brazil (7 %), Egypt (6 %), the United States (5%). The most important imported agricultural products were: wheat (16 %), cortical fruits (11 %), corn (11 %), coffee (8 %), rice (6 %).

The value of agricultural exports increased in 2015 by 15.4 percent compared to 2011, while the weight of these exports fell by 14.6 percent, raising thus the average price per ton of agricultural exports by 33.8 percent. Also, the value of agricultural imports increased by 7.1 percent, as well as the weight of these imports by 23.7 percent, and in parallel the average price per ton of agricultural imports decreased by 13.5 percent.



THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

LTC

The Lebanese Training Center
@ the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut & Mount Lebanon is pleased to announce the upcoming trainings :

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ENGLISH BUSINESS COMMUNICATION: LEADING EFFECTIVE MEETINGS

Trainer: Dr. Najwa Jreidini, *Professor at AUB and USJ*

Date: February, 24 ,
27 & 28, 2017

Time: 5.00 P.M - 8.00 P.M

Cost: 230$ All Tax Included

Outline: The training provides an overview of the fundamentals of business communication today and introduces the concept of leadership skills and inter-cultural communication. It focuses on how to make meetings successful and more effective in the work place. It also offers guidance on preparing, managing and leading effective meetings .The course emphasizes the use of standard business English.

Target: Entrepreneurs, business managers, executives and employees.

- ▷ The LTC offers a 15% discount for the Chamber members.
- ▷ Coffee brake included
- ▷ Free access to parking
- ▷ Attendance Certificates signed by the Chamber will be delivered to participants

Download Registration Form or Apply online

For information/registration:
Call Center: 1314 Ext 15
T: 01-353190
Email: ltc@ccib.org.lb training@ccib.org.lb

www.ccib.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

LTC

The Lebanese Training Center
@ the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut & Mount Lebanon is pleased to announce the upcoming trainings :

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

FINANCIAL STATEMENT ANALYSIS

Trainer: Mr. George Assilian *CPA, Financial advisor and Audit*

Date: March, 8, 9 & 10, 2017

Time: 5.00 P.M - 8.00 P.M

Cost: 350$ All Tax Included

Outline: The training assists the participants in making informed business decisions through understanding the basic structure, components & accounting information underlying a set of corporate financial statements. It tackles also the analytical framework & practical tools used to read, analyze & exploit information included in a set of corporate financial statements and how to uncover potential "creative accounting" techniques that companies may employ.

Target: The training is addressed to executives with accounting background who need to interpret information included in financial statements & need to make informed business decisions.

- ▷ The LTC offers a 15% discount for the Chamber members.
- ▷ Coffee brake included
- ▷ Free access to parking
- ▷ Attendance Certificates signed by the Chamber will be delivered to participants

Download Registration Form or Apply online

For information/registration:
Call Center: 1314 Ext 15
T: 01-353190
Email: ltc@ccib.org.lb training@ccib.org.lb

www.ccib.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

LTC

The Lebanese Training Center
@ the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut & Mount Lebanon is pleased to announce the upcoming trainings :

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ONLINE MARKETING: TIPS AND TOOLS

Trainer: Mr. Joe Karam, *Managing Partner at Xpandable*

Date: March, 4, 2017

Time: 9.00 A.M - 3.00 P.M

Cost: 220$ All Tax Included

Outline: Understand the fundamentals of online marketing, what brings an advertiser and a publisher together, what is an Ad network and how do they work. What are the different models Ads networks use to charge and which is preferred (CPM, CPC, and CPA). How much does it cost to advertise online and which channels should be used. The effectiveness of re-targeting and why all campaigns should use re-targeting ads. When do we use lead generation campaigns and what is a landing page.

Target: The training is addressed to entrepreneurs and marketing teams who are interested in digital marketing and need a starting point to rocket off into this huge space.

- ▷ The LTC offers a 15% discount for the Chamber members.
- ▷ Coffee brake included
- ▷ Free access to parking
- ▷ Attendance Certificates signed by the Chamber will be delivered to participants

Download Registration Form or Apply online

For information/registration:
Call Center: 1314 Ext 15
T: 01-353190
Email: ltc@ccib.org.lb training@ccib.org.lb

www.ccib.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

LTC

The Lebanese Training Center
@ the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut & Mount Lebanon is pleased to announce the upcoming trainings :

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

شروط إسترداد الضريبة على القيمة المضافة

المدرب: الاستاذ سركيس صقر

عضو المجلس الأعلى للمحاسبة في لبنان، رئيس جمعية الضرائب اللبنانيين، عضو في الجمعية اللبنانية للمحاسبين القانونيين والمنظمة العربية للمحاسبين القانونيين

التاريخ : الثلثاء الواقع في ١٤ اذار٢٠١٧

الوقت: من الساعة الخامسة من بعد الظهر ولغاية الساعة الثامنة

السعر: ماية دولار اميركي (السعر يشمل الضريبة على القيمة المضافة)

الجمهور المستهدف: يتوجه هذا التدريب إلى الموظفين المعنيين في دوائر المحاسبة في كافة انواع الشركات والذين يشاركون بشكل مباشر أو غير مباشر في تنفيذ العمليات الضريبية والمحاسبية

محور التدريب: تركز هذه الدورة التدريبية على قانون وشروط استرداد الضريبة في لبنان ضمن حوار مفتوح بين المشاركين والمدرب

- ▷ The LTC offers a 15% discount for the Chamber members.
- ▷ Coffee brake included
- ▷ Free access to parking
- ▷ Attendance Certificates signed by the Chamber will be delivered to participants

Download Registration Form or Apply online

For information/registration:
Call Center: 1314 Ext 15
T: 01-353190
Email: ltc@ccib.org.lb training@ccib.org.lb

www.ccib.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

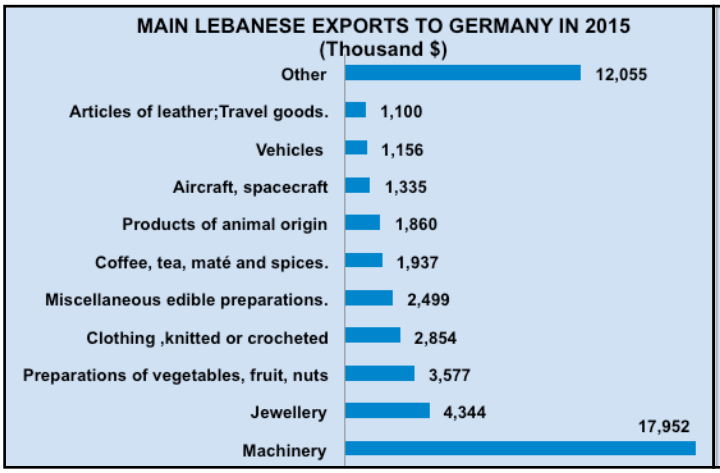
Trade between Lebanon and Germany

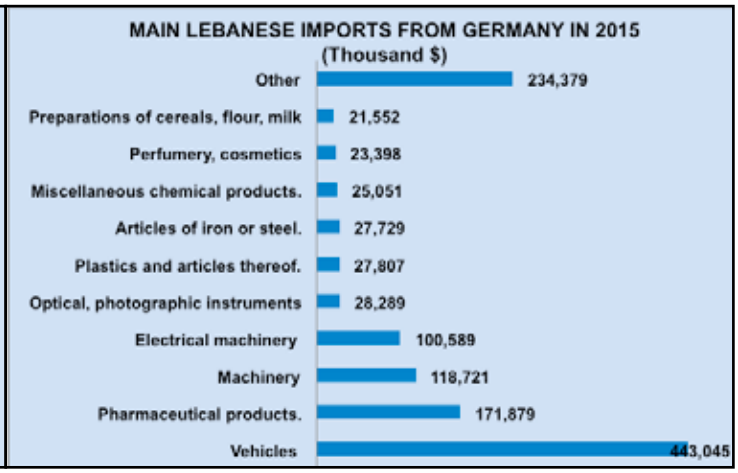
- In 2015, Germany ranked 3d amongst sources of Lebanese imports, and imports from Germany accounted for 7 % of total Lebanese imports. On the other hand, Lebanese exports to Germany formed only 2 % of total Lebanese exports.

- The Lebanese trade balance with Germany has been negative (deficit) since 1993. In 2015, Lebanon imported $1.22 billion and exported $50.7 million, resulting in a negative trade balance of $1.17 billion. The trade deficit reached a record high value of $1.2 billion in 2010.

TRADE EXCHANGE BETWEEN LEBANON AND GERMANY (in million U.S. $)							
	Exports	%	Imports	%	Trade balance	Total Exports	Total Imports
2005	$18.3	1%	$657.3	7%	-$639.0	1,880	9,340
2006	$22.2	1%	$659.9	7%	-$637.6	2,283	9,398
2007	$36.9	1%	$749.9	6%	-$713.0	2,816	11,815
2008	$33.7	1%	$1,027.2	6%	-$993.5	3,478	16,137
2009	$30.3	1%	$1,237.4	8%	-$1,207.1	3,484	16,242
2010	$48.9	1%	$1,259.4	7%	-$1,210.6	4,253	17,964
2011	$45.3	1%	$1,140.0	6%	-$1,094.7	4,265	20,158
2012	$34.5	1%	$1,201.7	6%	-$1,167.3	4,483	21,280
2013	$45.4	1%	$1,241.9	6%	-$1,196.5	3,936	21,228
2014	$53.8	2%	$1,256.7	6%	-$1,202.9	3,313	20,494
2015	$50.7	2%	$1,222.4	7%	-$1,171.7	2,952	18,069
2016*	$59.0	2%	$1,066.4	6%	-$1,007.4	2,732	17,169

** First 11 months*





THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Lebanon in Figures *in billion US$*

Ref.	Indicator	2012	2013	2014	2015
10	Growth	2.80%	3.00%	2.00%	2.00%
11	GDP (in constant Prices 2010)	39.80	40.80	41.60	42.40
12	GDP (in current prices)	44.10	47.20	47.80	47.10
		2014	Oct.2015	2015	Oct.2016
20	CPI (CPI-CER Oct.2016=+1.14%)	-0.71%	-2.47%	-3.40%	2.11%
21	M1=Currency in Circulation+Sight Deposits in LBP	5.50	5.58	6.00	6.38
22	M2=M1+Other Deposits in LBP	48.67	51.62	52.15	53.82
23	M3=M2+Deposits in Foreign Currencies+Other Financial Liabilities	117.64	122.00	123.62	128.7
24	M4=M3+Treasury Bills held by Non-Banking System	124.55	129.21	130.92	135.88
26	Banks Assets	175.64	182.21	186.00	199.61
27	Banks Deposits - Private Sector	147.63	149.31	155.00	157.6
28	Banks Loans - Private Sector	45.36	47.17	48.04	50.44
30	Balance of Payment	-1.41	-2.17	-3.35	0.55
31	Current Account	-12.95	-6.22	-8.15	*-2.36
32	Balance of Trade	-17.18	-12.20	-15.12	-13.23
33	Imports	20.49	14.69	18.07	15.72
34	Exports	3.31	2.49	2.95	2.49
		2012	2013	2014	2015**
40	Unemployment Rate (Est.)	-	-	-	20.00%
41	Employment Rate (Est.)	-	-	-	47.60%
42	Population (Est.)	-	-	-	4.28 Mn
43	Population 15 - 64 y.(Est.)	-	-	-	2.91 Mn
		2014	Aug.2015	2015	Aug.2016
51	State Budget Deficit	-3.07	-1.99	-3.95	-2.53
52	Budget Revenues	10.88	6.60	9.58	6.87
53	Budget Expenditures	13.95	8.59	13.53	9.40
54	Public Debt	66.57	68.71	70.31	74.7
55	Debt Service	4.19	2.64	4.46	2.81
56	Total Primary (Deficit)/ Surplus	1.31	0.79	0.72	0.40

** Till Mars 2016 ** Estimates*
Sources: BDL (21,22,23,24,26,27,28,30,31,54), CAS (11,12,20,40,41,42,43), Customs (32,33,34), Ministry of Finance (51,52,53,55,56), World Bank (10)

Key economic indicators prepared by the Center of Economic Research showed the following results:

• Consumer Price Index

Based on the Central Administration of Statistics, CPI have increased by 2.11% in October 2016 compared to the end of 2015. The CPI had decreased by -2.47% in October 2015 compared to the end of 2014.

• Balance of Payments

In the first 10 months of 2016, the deficit in balance of payments reached -125.3 million USD compared to a deficit of only -2.17 billion USD in the same period of 2015.This is due to financial engineering carried out by the Central Bank of Lebanon

• Trade Balance

The trade deficit reached -13.23 billion USD in the first 10 months of 2016, compared to -12.20 billion USD during the same period of 2015. Exports decreased by -0.4 % in the first 10 months of 2016 compared to the same period of 2015, while imports increased by 7.0 %. This led to an increase of 8.4 % in the deficit of trade balance.

• Public Finance

In the first 8 months of 2016, public expenditures increased by 9.4 % compared to the same period of 2015, while revenues increased by 4.1%. Hence, the budget deficit rose by 27.1 %. Primary deficit reached 405 million USD in the first 8 months of 2016, a decrease of -49.4 % (from 794 million USD in the first 8 months of 2015). This was caused by the increase of debt service by 6.4 % and the increase of public revenues by 4.1%, in addition to the increase of public expenditures by 9.4 %. Repayments of foreign debt principal decreased by -9.4 %.

Total Primary Deficit/Surplus = Budget Revenues – (Budget Expenditures – Debt Service – Foreign debt principal repayments)

0.40 $ billion = 6.87 $ billion – (9.40 $ billion – 2.81 $ billion – 0.12 $ billion)

• Public Debt

Public debt increased from 68.7 billion USD to 74.4 billion USD between August 2015 and August 2016 - an increase of 8.3 % over one year.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Investing in Georgia

One of the main priorities of the Georgian Government in 2017 remains strengthening economic ties with foreign countries. Accordingly, the GCCI continues to deepen cooperation with its partner Chambers/organizations in order to further develop mutually beneficial business relations.

The catalogue of the current investment projects in Georgia, can be accessed on the following webpage: https://we.tl/vWnyluDHjb

The catalogue offers detailed information regarding the reasons for doing business in Georgia as well as descriptions of the ongoing projects in various fields that might be attractive for investors.

For further details, please refer to the Georgian Chamber of Commerce and Industry www.gcci.ge

CONFERENCES

ICEGOV 2017 - THE INTERNATIONAL CONFERENCE ON THEORY AND PRACTICE OF ELECTRONIC GOVERNANCE
Scope: Knowledge & Digital Empowerment
Location: New Delhi - India
Date: 07 - 09 March 2017
Email: cegov@icegov.org
Website: www.icegov.org

MEDIBAT 2017
Scope: Construction
Location: Tunisia
Date: 08 - 11 March 2017
Website: www.salon-medibat.com

ADMINISTRATIVE MASTERY CONFERENCE FOR ADMINISTRATIVE PROFESSIONALS
Scope: Administrative
Location: Cape Town – Republic of South Africa
Venue: Dolphin Beach Hotel Cape Town
Date: 13 – 17 March 2017
Phone: 0027110517282
0027110110100
Fax: 0027866162079
Email: events@acaeglobal.com
reservations@acaeglobal.com
Website: www.acaeglobal.com

CRANS MONTANA FORUM ON AFRICA AND SOUTH-SOUTH COOPERATION
Scope: Global
Location: Dakhla - Morocco
Date: 16 - 21 March 2017
Email: info@montana30.org
Phone: 0037797707000
Website: www.cmf.ch

THE CALL CENTRE MANAGEMENT CONFERENCE FOR CALL CENTRE MANAGERS, SUPERVISORS & AGENTS
Scope: Management
Location: Johannesburg - South Africa
Venue: The Capital 20 West Hotel
Date: 20 - 24 March 2017
Email: abelc@coglobal.co.za
Phone: 0027 (011) 056 2544

FAMILY WEALTH MANAGEMENT: CREATING TRUSTS AND STRUCTURING SUCCESSION
Scope: Management
Location: Byblos - Lebanon
Venue: Lebanese American University- LAU
Date: 23 March 2017
Phone: 009619547254
Fax: 009619546262

WOMEN EMPOWERMENT: ENTREPRENEURSHIP, INNOVATION & CAPACITY BUILDING
Scope: Women-owned and Managed SMEs
Location: Mumbai - India
Venue: World Trade Centre Mumbai
Date: 27 – 29 March 2017
Phone: 0091 22 6638 7378 / 7272
Fax: 0091 22 2218 0823
Email: marketing@wtcmumbai.org
Website: http://www.wtcmumbai.org

التحكيم: أسرع وأضمن وسيلة لحل المنازعات

أنشئ المركز اللبناني للتحكيم عام ١٩٩٥ كأول مركز من نوعه في لبنان، يعنى بفض المنازعات الناجمة عن العقود التجارية والمالية والهندسية أو المقاولات، ويعمل باستقلالية وسرية تامة وشفافية مطلقة من قبل محكمين معروفين من ذوي الخبرة والمناقبية والسمعة الحسنة.

ARBITRATION: THE FASTEST AND SUREST WAY TO RESOLVE DISPUTES

The Lebanese Arbitration Center was established in 1995 as the first center of its kind in Lebanon. Specialized in settling disputes arising from commercial, financial, engineering and construction contracts, the center operates in an independent, confidential and transparent manner through well known, experienced and highly reputed arbitrators.

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

For more information please call 1314 ext 171

www.ccib.org.lb

www.facebook.com/CCIAB
www.twitter.com/CCIABML

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

BUSINESS OPPORTUNITIES

PAN ARAB RESEARCH CENTER-PARC
Activity: Newslog Service, Media Monitoring, Statistics, Mystery Shopping, Qualitative and Quantitative Research
Location: Beirut - Lebanon
Phone: 009611510368
Fax: 009611 489484
Email: Karen@parc-leb.com
Website: www.arabresearch.com

OJSC MINSKAGROPROMMASH
Activity: Agricultural Equipment
Location: Republic of Belarus
Phone: 00375 172085631
Email: minskagromash@inbox.ru
Website: www.minskagroprommash.by

JSC "SOLIGORSK INSTITUTE OF RESOURCE SAVING PROBLEMS WITH PILOT PRODUCTION"
Activity: Mining Machines, Mineral Processing, Drilling, Excavating, Lifting and Conveying Machines.
Location: Republic of Belarus
Phone: 00375 174 26 28 37
Email: ipr@sipr.by / e.tyurina@sipr.by
Website: www.sipr.by

OJSC SLONIM CARDBOARD AND PAPER PLANT «ALBERTIN»
Activity: Paper mill
Location: Republic of Belarus
Phone: 00375 1562 32055
Email: marketing@albertin.by
Website: www.albertin.by

COMPLEXZHGUT
Activity: Wiring and Component Parts for Vehicles and Mechanisms
Location: Republic of Belarus
Phone: 00375 17 346 28 20 /21/ 22
Email: info@avtojgut.by
Website: www.avtojgut.by

JSC "SLONIM WSF"
Activity: Yarn
Location: Republic of Belarus
Phone: 00375 1562 53340
Email: market@skpf.by
Website: www.skpf.by

OJSC POLOTSK DAIRY PLANT
Activity: Milk Powder and Butter
Location: Republic of Belarus
Phone: 00375 214 427447
Email: polotskmilk@mail.ru
Website: www.polotskmilk.by

OJSC GRODNO CANNERY
Activity: Juices and Jam
Location: Republic of Belarus
Phone: 00375152520199
Email: fruktoff@mail.ru
Website: www.fruktoff.com

JSC RUSSIAN COATINGS
Activity: Paintwork Materials for Vehicles
Location: Russia
Phone: 004852492769
Email: d.gerasimov@ruskraski.ru
Website: www.ruskraski.ru / www.vika-color.ru

ISOTEQ KFT.
Activity: Construction
Location: Hungary
Phone: Mr. Rudolf Gáspár, +36-30-664-4981
Email: gaspar@isoteq.hu
Website: gaspar@isoteq.hu

HIDROFILT KFT.
Activity: Water Industry
Location: Hungary
Phone: Mr. Ádám Zsohár, +36-30-303-6787
Email: zsohar.a@hidrofilt.hu
Website: http://www.hidrofilt.hu/en

INTRADEBOOK
Activity: B2B Platform to make International Business
Location: Brazil
Phone: 0055 48 9912-0092
Email: mateus.castro@intradebook.com
Website: www.intradebook.com

TEMBI OE
Activity: Cheese
Location: Greece
Phone: 00302495023019
Email: info@tempi.gr
Website: www.tempi.gr

FLEGGA NICOLAS LAITSOS & PARTNERS
Activity: Cheese
Location: Greece
Phone: 00302425022788
Website: www.feta-flegga.gr

AGRICULTUAL COOPERATIVE XRYSOUPOLIKAVALA
Activity: Fruits and Vegetables
Location: Greece
Phone: 00302591062130
Fax: 00302591061026
Email: info@asnestos.gr

PASSAGER
Activity: Women Garments
Location: Greece
Phone: 00306944662481
Email: Teo.gavalae@gmail.com
jimchalimos@yahoo.gr

C&K INTERNATIONAL REAL ESTATE AGENCY
Activity: Real Estate
Location: Greece
Phone: 00302103220004
Email: info@realestate-ck.com
Website: www.realestate-ck.com

MARY MOURELATOU
Activity: Real Estate
Location: Greece
Phone: 00306946065136
Email: marymour72@gmail.com

BIRLESIM SONDAJITHALAT IHRACAT MAKINE INS.LTD.STI
Activity: Drilling Machines
Location: Turkey
Phone: 00903322362012
Email: birle□im_sondaj@outlook.com
Website: www.birlesimsondaj.com.tr

RVK MOBILYA DEKORASYON
Activity: Interior Doors, Kitchens and Furniture
Location: Turkey
Phone: 00905322675 89
Email: info@rvkmobilya.com;
rvkmobilya@gmail.com
Website: www.rvkmobilya.com

BERRAK MACHINE
Activity: Milk Cooling Tanks, Industrial Cooling Systems, Food Machinery, Agricultural Machinery, Milking Systems, Cheese, Butter, Milk, and Honey Processing Machinery
Location: Turkey
Phone: 0090 322 323 91 01
Email: info@berrakmakine.com
Website: www.berrakmakine.com

SHABANA FURNITURE
Activity: Furniture
Location: Egypt
Phone: 00201220055115
Email: info@shabanafurniture.com
Website: www.shabanafurniture.com

ASSAD SAID FOOD CO., LTD.
Activity: Frozen Vegetables and Fruits, Beverages and Oil
Location: Kingdom of Saudi Arabia
Email: cp.zahban@assadsaid.com

KAVIR TIRE CO
Activity: Radial Steel Belt Tires
Location: Tehran - Islamic Republic Of Iran
Phone: 00982188765308
Email: f.dosti@kavirtire.ir
Website: www.kavirtire.org

SHAYAN BARGH ENGINEERING COMPANY
Activity: Electrical Equipment
Location: Tehran - Islamic Republic Of Iran
Phone: 00989124225606
Email: shayanbarghexport@yahoo.com
Website: www.shayanelectric.com

MATRA INTERNATIONAL FZE
Activity: Food Processing
Location: Azerbaijan
Phone: 00994516615114
Email: sales@matrafze.com
Website: www.matrafze.com

CNBM INTERNATIONAL CORPORATION
Activity: Various Building Materials
Location: China
Phone: 00861068796569
Email: josewang@okorder.com
Website: www.icnbm.com, /www.cnbm.com.cn

SUZHOU DEFENG ELECTRIC MACHINERY CO. LTD.
Activity: Electric Machinery
Location: China
Phone: 0086051266806963
Fax: 0086051266806979
Email: serve@kaijieli.com
Website: www.kaijieli.com

BANGLADESH AGRO-PROCESSORS' ASSOCIATION (BAPA)
Activity: Agro-Processed Products
Location: Bangladesh
Phone: 0088028144536
Email: bapabdmkt@gmail.com
Website: www.bapabd.org

REPRO KRC (PVT) LIMITED
Activity: Medical X-Ray films
Location: Pakistan
Phone: 0092213 508 2269
Email: dir.rdimaging@hotmail.com;
snamirza@hotmail.com;
Website: www.reprofilms.com

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

EXHIBITIONS

28TH MODEKO IZMIR FURNITURE FAIR
Industry: Furniture
Location: Izmir - Turkey
Date: 01 – 05 March 2017
Phone: 00905314063839
Email: alkaramcompany@gmail.com

AQUATHERM THESSALONIKI
Industry: Heating, Ventilation, Air Conditioning, Water Supply, Sanitary, Environmental Technology, and Renewable Energies
Location: Thessaloniki - Greece
Venue: International Exhibition Centre, Thessaloniki
Date: 03 - 06 March 2017
Phone: 00302310291111
Fax: 00302310256822
Email: helexpo@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

DETROP
Industry: Food, Beverage, Machinery and Equipment
Location: Thessaloniki - Greece
Venue: International Exhibition Centre, Thessaloniki
Date: 03 - 06 March 2017
Phone: 00302310291111
Fax: 00302310256822
Email: helexpo@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

OENOS
Industry: Wine
Location: Thessaloniki - Greece
Venue: International Exhibition Centre, Thessaloniki
Date: 03 - 06 March 2017
Phone: 00302310291111
Fax: 00302310256822
Email: helexpo@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

HELLENIC JEWLLERY FAIR FOR PROFESSIONALS ONLY
Industry: Jewelers, Watches, Precious Stones, Machinery and Equipment
Location: Athens - Greece
Venue: Metropolitan Expo Exhibition Center International Airport "AL Venizelos"
Date: 03 - 06 March 2017
Phone: 0030-210-354900
Fax: 0030-210-3542910
Email: info@metropolitanexpo.gr
Website: www.metropolitanexpo.gr

ARTOZA 2017
Industry: Bakery, Confectionery, and Machinery Raw Materials
Location: Athens - Greece
Venue: Metropolitan Expo Exhibition Center International Airport "AL Venizelos"
Date: 03 - 06 March 2017
Phone: 0030-210-354900
Fax: 0030-210-3542910
Email: info@metropolitanexpo.gr
Website: www.metropolitanexpo.gr

MOMAD SHOES 2017
Industry: Footwear and Accessories
Location: Spain
Venue: Feria Madrid
Date: 04 - 06 March 2017
Phone: 0034917223000
Email: momadshoes@ifema.es
Website: http://www.ifema.es/momad shoes_06

SMAGUA 2017
Industry: Water and Irrigation
Location: Spain
Venue: Feria Zaragoza
Date: 07 - 09 March 2017
Phone: 0034976764700
Email: smagua@feriazaragoza.es
Website: http://www. smagua.es

EXHIBITION: ELEOTECHNIA
Industry: Olive and Olive Oil
Location: Athens – Greece
Venue: Modern Olympic Facilities Former Airport Helleniko Athens
Date: 07 – 10 March 2017
Phone: 0030-210-7568888
Fax: 0030-210-7568889
Email: info@eleotexnia.com
Website: www.copassexpo.gr

MEDIBAT 2017
Industry: Building and Construction
Location: Tunisia
Date: 08 – 11 March 2017
Phone: 0021674296120
Fax: 0021674296121
Email: Taha.chaabouni@ccis.org.tn
Website: www.salon-medibat.com

HUNTING AND FISHING
Industry: Hunting and Fishing
Location: Republic of Belarus
Date: 09 – 12 March 2017
Phone: 00963944221004 –Mr. Vladimir Kremyanko (Embassy of the Republic of Belarus in Syria)
Email: nikolayip@belexpo.by
Website: www.belexpo.by

ADDIS INTER FOOD & ETHIO-WEET EXHIBITION
Industry: Food
Location: Addis Ababa - Ethiopia
Date: 09 – 12 March 2017
Phone: 00251115518240/5514005
Email: Etchamb@ethionet.et
Website: www.ethiopianchamber.com

AGRICULTURE AND AGRICULTURAL MECHANIZATION EXHIBITION
Industry: Agriculture
Location: Baghdad - Iraq
Date: 14 – 21 March 2017
Phone: 009647712782919
Email: Eng.shahual@yahoo.com

CONSTRUCTION EXHIBITION
Industry: Construction
Location: Addis Ababa – Ethiopia
Date: 16 – 20 March 2017
Phone: 00251115518240/5514005
Email: Etchamb@ethionet.et
Website: www.ethiopianchamber.com

FURNIDEC BUSINESS 2017
Industry: Furniture
Location: Thessaloniki - Greece
Venue: International Exhibition Centre, Thessaloniki
Date: 17 – 19 March 2017
Phone: 00302310291111
Fax: 00302310256822
Email: helexpo@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

9TH ALL AFRICA LEATHER FAIR
Industry: Leather
Location: Addis Ababa - Ethiopia
Date: 17 – 19 March 2017
Phone: 00251115156144
Email: Elia.aalf@gmail.com / elia@elia.org.et
Website: www.elia.org.et

FOOD EXPO GREECE
Industry: Food & Beverages
Location: Athens - Greece
Venue: Metropolitan Expo Exhibition Center International Airport "AL Venizelos"
Date: 18 – 20 March 2017
Phone: 0030210354900
Fax: 00302103542910
Email: info@metropolitanexpo.gr
Website: www.metropolitanexpo.gr

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

EXHIBITIONS

KEM WORLD FRANCHISE EXHIBITION
Industry: Franchising
Location: Athens - Greece
Venue: Helexpo Exhibition centre Athens
Date: 18 – 21 March 2017
Phone: 00302106084550
Fax: 00302106084559
Email: Geronikolos@kemexpo.gr / Aggelos.Geronikolos@kemexpo.gr
Website: www.kemexpo.gr

CAPINDIA 2017
Industry: Chemical, Plastics and Construction
Location: Mumbai - India
Date: 21 – 22 March 2017
Email: onrbsmchemexcil@gmail.com / rbsm@chemexcil.gov.in / onadreach@chemexcil.gov.in
Website: www.capindiaexpo.in

EXPOBUILDING
Industry: Building Materials,Equipment and Technologies
Location: Republic of Belarus
Date: 21 – 24 March 2017
Phone: 00963944221004 –Mr. Vladimir Kremyanko (Embassy of the Republic of Belarus in Syria)
Email: nataly@belexpo.by
Website: www.belexpo.by

EASTER BAZAAR & EXHIBITION
Industry: Global
Location: Addis Ababa – Ethiopia
Date: 25 March – 15 April 2017
Phone: 00251115518240/5514005
Email: Etchamb@ethionet.et
Website: www.ethiopianchamber.com

FUR EXCELLENCE IN ATHENS
Industry: Fur
Location: Athens - Greece
Venue: Metropolitan Expo Exhibition Center International Airport "AL Venizelos"
Date: 27 – 30 March 2017
Phone: 0030210354900
Fax: 00302103542910
Email: info@metropolitanexpo.gr
Website: www.metropolitanexpo.gr

BELTEXLEGPROM
Industry: Footwear, Textile, Clothes, and Leather / Equipment for Textile, Leather and Shoe Industry
Location: Republic of Belarus
Date: 29 – 31 March 2017
Phone: 00963944221004 –Mr. Vladimir Kremyanko (Embassy of the Republic of Belarus in Syria)
Email: edu@belexpo.by
Website: www.belexpo.by

PAN AFRICAN HEALTH TOURISM CONGRESS BUSINESS OPPORTUNITY FAIR & EXHIBITION
Industry: Health Tourism
Location: KwaZulu - Natal South Africa
Venue: umfolozi Hotel Casino and Convention Resort
Date: 29 – 31 March 2017
Phone: 0027110407351
Website: www.panafricanhealthtourismcongress.com

THE 16TH COMMERCIAL FAIR FOR THE MEMBER COUNTRIES AT THE ISLAMIC COOPERATION ORGANIZATION
Industry: Global
Location: Iraq
Date: 02 – 07 April 2017
Email: iraqifairs@gmail.com / interior.fairs@yahoo.com
Website: www.fairs.mot/gov.iq

7 JORDAN INTERNATIONAL INDUSTRIES EXHIBITION
Industry: Petrochemical, Plastic, Packaging And Printing
Location: Amman - Jordan
Date: 10 - 13 April 2017
Phone: 00962799141718 / 00962796868960
Email: Suhair@afaqgroupadv.com
Website: www.4pexpo.com

BEIRUT ARAB UNIVERSITY'S JOB FAIR
Industry: Global
Location: Beirut - Lebanon
Venue: Beirut Arab University
Date: 11 April 2017
Phone: 009611300100 Ext. 2329
Fax: 009611300100 Ext. 2767
Email: Iman.ah@bau.edu.lb
Website: www.bau.edu.lb

IRAQ ELECTRIC EXHIBITION -IEE
Industry: Energy & Electricity
Location: Baghdad - Iraq
Venue: Baghdad International Fair Ground
Date: 17 – 20 April 2017
Phone: 0096477012782919
Email: eng.shahal2016@gmail.com / Elecfair@elec-fair.com
Website: www.elec-fair.com

INDIA STEEL EXPO 2017
Industry: Steel
Location: Mumbai - India
Venue: Mumbai Exhibition Center
Date: 20 – 22 April 2017
Phone: 00911123487225
Fax: 00911123320714

BREST 2017
Industry: B2B Trade
Location: Brest - Belarus
Date: 27 - 28 April 2017
Phone: 00375162208080
Email: ved@ccibrest.by
Website: http://ccibrest.by
Link: http://ccibrest.by/en/978-ii-mezhdunarodnyj-forum-vystavka-delovykh-kontaktov-brest-2018.html

Directeur responsable: Rabih Sabra
Conseiller économique: Roger Khayat
Rédacteurs: Bachir El Khoury, Marilyne Jallad.
Coordinateurs: Irene Habib Ballouz, Roula Itani Younes,
Maquette: Rita Roukoz Nehmé

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 14
T: 961 1 353 390 ext: 14

*ECO*NEWS est disponible sur:
www.ccib.org.lb

SANAYEH HEADQUARTER
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb

بيت الإقتصاد اللبناني

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

www.ccib.org.lb